



RAPPORT D'ACTIVITÉS **2025**

pS-Eau

programme
Solidarité-Eau



Coordination : Guillaume Aubourg
Maquette : Cercle Studio
Photo de couverture : Lassine Coulibaly
Crédits photos : RBS, AERM, Practica Foundation, pS-Eau
Dépôt légal : juin 2026
Ce document est imprimé par & OP sur un papier écologique issu
de forêts gérées durablement — FSC.

Sommaire

Éditorial

4

Qui sommes-nous ?

8

Nos missions

9

Notre réseau

10

Nos valeurs

11

Panorama 2025

12

Production de connaissances

13

Appui et animations territoriales

18

Plateformes et réseaux pays

28

Mobilisation

38

Communication

41

Réseau Cicle

42

Réseau Cordée

46

Programme « accès aux services essentiels »

48

Budget et organisation

50

Financements

51

Organisation

52

ÉDITORIAL



Christophe Le Jallé,
directeur général du pS-Eau

Depuis sa création en 1984, le pS-Eau œuvre pour l'accès de toutes et tous à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène de qualité. Malgré les progrès réalisés à l'échelle mondiale, cet objectif reste un défi à relever pour des milliards de personnes, en particulier les populations les plus vulnérables. Cette réalité est particulièrement marquée en Afrique subsaharienne, où les services d'eau potable et d'assainissement restent encore très insuffisants au regard des besoins. Les conflits qui se multiplient dans plusieurs régions du monde aggravent encore la situation, entraînant parfois la destruction d'infrastructures essentielles pourtant protégées par les Conventions de Genève.

L'année 2025 a également été marquée par une forte contraction de l'aide publique au développement dans la plupart des pays de l'OCDE, dont la France. Face à cette évolution préoccupante, le pS-Eau demeure pleinement mobilisé, aux côtés des autres acteurs de la solidarité internationale, pour rappeler la nécessité de maintenir un engagement fort des pouvoirs publics français en faveur des pays du Sud.

Dans ce contexte, la mobilisation des collectivités territoriales, des agences de l'eau et de l'ensemble des acteurs engagés dans la coopération interna-

tionale apparaît plus essentielle que jamais. L'événement organisé le 20 juin 2025 à l'occasion des vingt ans de la loi Oudin-Santini a permis de rappeler l'importance de ce dispositif unique. Entre 2005 et 2024, les collectivités territoriales françaises ont ainsi mobilisé 250 millions d'euros en faveur de la solidarité internationale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, dont 170 millions au titre de la loi Oudin-Santini, tandis que les agences de l'eau ont contribué à hauteur de 259 millions d'euros. Soucieux d'élargir encore cette dynamique, le pS-Eau a engagé en 2025 une démarche spécifique visant à renforcer l'implication des intercommunalités. Un premier temps fort s'est tenu à Angoulême en mars, en partenariat avec Intercommunalités de France et la Communauté d'agglomération de GrandAngoulême.

L'année 2025 marque également le lancement du nouveau programme triennal d'activités du pS-Eau consacré à l'eau et à l'assainissement, soutenu conjointement par les six agences de l'eau, dans le cadre d'une démarche interagences innovante, ainsi que l'Agence française de développement (AFD). Cette coopération renforcée s'est traduite par la mise en place d'un comité de pilotage dédié au suivi des différentes composantes du programme : production de connaissances, animation territoriale, contribution

aux débats internationaux, accompagnement des réseaux pays, plaidoyer et communication.

L'activité de capitalisation et de production de connaissances a notamment été marquée par la publication du guide « Possibilités et enjeux de la réutilisation et de la valorisation dans la filière assainissement. Focus sur les pays du sud de la Méditerranée », qui est l'aboutissement d'un travail engagé depuis plusieurs années. Le comité scientifique du pS-Eau a par ailleurs poursuivi ses travaux sur des enjeux majeurs tels que les services d'eau en milieu rural ou les liens entre gestion intégrée des ressources en eau et changement climatique.

De grandes échéances internationales qui sont à venir en 2026 et 2027, notamment la 2^e Conférence des Nations unies sur l'eau à Abu Dhabi et le 11^e Forum mondial de l'eau à Riyad, ont également mobilisé le pS-Eau dès 2025. Fidèle à ses engagements, l'association y porte la reconnaissance du rôle essentiel des collectivités territoriales ainsi que la nécessité de renforcer la prise en compte des enjeux d'assainissement. Cette expertise a d'ailleurs été reconnue par les organisateurs du prochain Forum mondial de l'eau, qui ont confié au pS-Eau la coordination des travaux préparatoires sur cette thématique.

En France, le pS-Eau poursuit son mandat historique d'accompagnement des acteurs de la solidarité internationale grâce à son réseau d'antennes régionales et à ses partenariats avec les réseaux régionaux multiacteurs, les agences de l'eau et les collectivités territoriales. En 2025, près de 250 acteurs ont bénéficié d'un accompagnement individualisé et de nombreuses formations et rencontres ont été organisées. Cet ancrage territorial favorise également la création et l'opérationnalisation de fonds dédiés à la solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement.

Le pS-Eau anime 11 dynamiques de « réseaux pays » afin de favoriser les échanges entre organisations françaises et d'assurer une meilleure cohérence des interventions avec les contextes nationaux. Malgré des situations particulièrement difficiles en Palestine et au Liban, les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale demeurent fortement engagés aux côtés des populations pour soutenir l'accès aux services essentiels.

Les cinq plateformes pays soutenues par le pS-Eau au Bénin, au Liban, à Madagascar, au Sénégal et au Togo ont poursuivi leur développement en 2025. Même au Liban, malgré le contexte difficile, des activités adaptées ont pu être menées.

Les plateformes du Bénin et du Togo, créées en 2023 et coanimées avec des partenaires nationaux, voient leur reconnaissance se renforcer progressivement. L'année a cependant été marquée par la disparition de Rachel Araye Kpanou, animatrice de la plateforme REAGIRE au Bénin. Son engagement, son professionnalisme et ses qualités humaines ont profondément marqué l'ensemble des acteurs qui ont eu la chance de travailler à ses côtés.

Le pS-Eau poursuit également son ambition de développer les échanges Sud-Sud. Une délégation béninoise s'est ainsi rendue à Madagascar afin d'échanger sur les pratiques de gestion des boues de vidange. Cette dynamique de coopération a également été permise lors de la deuxième édition du Forum de l'eau et de l'environnement du Mono (FEEM), créé et accueilli par la Commune des Lacs 1 (Aného) au Togo. Cette édition qui a rassemblé près de 200 participants issus de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ainsi que de France a été coorganisée avec l'appui du pS-Eau et du CCEABT.

Afin de rendre plus accessibles les informations relatives au secteur ainsi qu'aux dynamiques et initiatives déployées en France et dans les pays de focus, le pS-Eau s'appuie sur un nouveau site internet, développé en 2025 et lancé au début de l'année 2026. Cette visibilité accrue repose également sur une présence renforcée sur les réseaux sociaux et sur l'envoi régulier de communications ciblées et diversifiées.

Au-delà de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau poursuit son engagement en faveur des autres services essentiels, notamment l'énergie et la gestion des déchets.

Le Réseau Cicle a confirmé son rôle de référence dans le domaine des services énergétiques grâce à ses activités d'accompagnement, de production de connaissances et de partage d'expériences. Son site internet a par ailleurs été entièrement rénové.

Une nouvelle phase du programme « Accès aux services essentiels » a également été lancée en partenariat avec les réseaux AMORCE et Cicle, la CIRMA et plusieurs réseaux régionaux multiacteurs. Enfin, afin de répondre aux recommandations de l'évaluation de la précédente phase de ce programme, le Réseau Cordée, dédié à l'accompagnement des acteurs de la solidarité internationale sur les questions de déchets et d'économie circulaire, a vu le jour en 2025.

L'ensemble de ces réalisations a été rendu possible grâce au soutien fidèle des agences de l'eau, de l'Agence française de développement, de l'ADEME, du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du ministère de la Transition écologique ainsi que de nombreuses collectivités territoriales et syndicats. Avec un budget de 2,3 millions d'euros, légèrement inférieur à celui de 2024, le pS-Eau a poursuivi avec détermination ses missions au service de la solidarité internationale.

Année de lancement de nouvelles phases de programmes structurants, 2025 a été particulièrement dense et dynamique. Les résultats présentés dans les pages qui suivent témoignent de l'engagement constant des partenaires du pS-Eau et de la mobilisation remarquable de ses équipes, que je remercie chaleureusement.

Christophe Le Jallé

Directeur général du pS-Eau





Qui sommes-nous ?

Nos missions

comprendre, accompagner, mobiliser

Un réseau au service de la solidarité internationale pour l'accès à l'eau, l'assainissement, l'hygiène, l'accès à l'énergie et la gestion des déchets pour toutes et tous

Créé en 1984 lors d'un sommet des ministres européens de l'Environnement afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, le programme Solidarité Eau (pS-Eau) accompagne depuis 40 ans les initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau.

Réseau international multi-acteurs ouvert à toutes et à tous, son action s'inscrit au cœur des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies en 2015 et tout particulièrement dans son 6^e objectif qui vise un accès universel à des services d'alimentation en eau et d'assainissement adéquats et gérés de manière durable. Depuis 2020, le pS-Eau a également engagé une ouverture plus large vers d'autres services essentiels, dans le cadre d'un programme en consortium, par l'hébergement du Réseau Cicle dédié à l'accès aux services énergétique, et depuis 2025 par le lancement du réseau Cordée dédié à la gestion des déchets et l'économie circulaire.

Le pS-Eau s'engage ainsi pour permettre à un nombre croissant de personnes un accès à des services pérennes d'eau, d'assainissement et d'hygiène, d'énergie et de gestion des déchets dans les pays des Suds.

En ciblant les acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale et leurs partenaires dans les PED, le pS-Eau poursuit son objectif en proposant de renforcer leurs capacités à intervenir en solidarité internationale sur ces secteurs et de mieux mobiliser les différents moyens disponibles.

● Un cœur d'activités Eau, Assainissement et Hygiène, structuré en 4 grands axes

- Production de connaissances
- Appui et animations territoriales
- Plateformes et réseaux pays
- Mobilisation et communication

● Le Réseau Cicle

dédié à l'accès aux services énergétiques

● Le Réseau Cordée

dédié à la gestion des déchets et l'économie circulaire

● La coordination du Programme « Accès aux services essentiels »

Dans la réalisation de ses missions, le pS-Eau a été soutenu en 2025 par les 6 agences de l'eau, l'Agence française de développement (AFD), le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le ministère en charge de la Transition écologique, l'Agence de la transition écologique (ADEME), de nombreuses collectivités territoriales françaises et des associations et fondations.



Notre réseau

ouvert à toutes et à tous

Le pS-Eau est reconnu, au Nord comme au Sud, comme un organisme neutre favorisant la concertation avec les pouvoirs publics, le rapprochement, l'appui-conseil et le renforcement des capacités d'intervention des acteurs de la solidarité internationale dans les secteurs eau-assainissement-hygiène, et plus récemment des services énergétiques et de la gestion des déchets.

Les 96 membres adhérents de l'association en 2025 sont représentatifs de la coopération française dans ces domaines : collectivités territoriales, agences de l'eau, organisations de solidarité internationale, associations de migrants, bureaux d'études, entreprises, fondations, organismes de formation et de recherche, etc. Ils travaillent ensemble au travers d'une large concertation et des échanges renforcés entre tous les acteurs, au Nord et au Sud.

Les membres du réseau partagent le mandat fondateur du pS-Eau : appuyer les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale pour l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour toutes et tous, qui peu à peu s'est ouvert à d'autres services, déchets et énergie.

Au-delà des seuls membres de l'association, le pS-Eau est un réseau ouvert à tous les acteurs du secteur intéressés, tant en France que dans les pays focus et plus globalement dans tout pays ; ils constituent les membres du réseau pS-Eau.

Les collaborations et les échanges diffèrent selon les acteurs du réseau. On retrouve parmi eux :

- Les acteurs avec lesquels le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues : services d'appui-conseil personnalisés, implication dans des travaux de recherche menés par l'association, etc.
- Les acteurs qui reçoivent régulièrement les informations de l'association ciblées en fonction de leurs activités (études de capitalisation, opportunités de financement, formations, etc.).

Le nombre de correspondants du pS-Eau à travers le monde est supérieur à 40 000 personnes.

Priorité aux collaborations et aux échanges avec l'Afrique sub-saharienne, attention soutenues aux pays du bassin méditerranéen, d'Asie du sud-est et de tous pays des Suds

En 2025, près de 2700 nouveaux correspondants ont reçu les informations diffusées par le pS-Eau. La moitié d'entre eux se situent en Afrique.

Nos valeurs

et principes d'intervention

En créant des espaces de collaborations et d'échanges, le pS-Eau permet de passer de l'idée ou de l'envie d'agir à la concrétisation d'un projet cohérent de coopération. Par la conduite de programmes innovants et l'accompagnement des acteurs de la solidarité dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, ainsi que de l'amélioration de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies, le pS-Eau favorise de meilleures réponses aux demandes des habitants dans les pays des Suds.

La charte du pS-Eau

L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur du renforcement des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour toutes et tous, ainsi que de l'amélioration de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies.

Ainsi, autour de valeurs et d'objectifs communs définis dans la charte du pS-Eau, les adhérents s'engagent à travailler ensemble et à :

- ❶ **Susciter** l'implication et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau
- ❷ **Favoriser** la formation et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau
- ❸ **Participer** à l'élaboration et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour toutes et tous à une eau saine
- ❹ **Faciliter** le financement de programmes et de projets en faveur des populations les plus pauvres
- ❺ **Organiser** la concertation entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique
- ❻ **Promouvoir** la coopération dans le domaine de l'eau auprès des instances de décisions et du grand public
- ❼ **Proposer** l'adoption de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour toutes et tous

Panorama
2025

Production de connaissances

Améliorer l'accès à la connaissance
et la compréhension des enjeux du secteur
de l'eau potable et de l'assainissement



Dans un environnement en évolution permanente, les activités de production de connaissances ont vocation à mieux comprendre et partager l'état des savoirs et les débats relatifs aux thématiques de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement, notamment sur les aspects techniques, financiers, institutionnels, organisationnels et socio-économiques.

Ces activités se déclinent autour de trois axes d'interventions :

- Assurer une veille scientifique afin d'identifier les nouveaux enjeux pour les services d'eau potable et d'assainissement ;
- Approfondir les connaissances par l'animation de groupes de travail thématiques et la conduite de programmes de recherche et en diffuser les enseignements ;
- Participer aux débats internationaux.

● Veille scientifique

Animation du comité scientifique du pS-Eau

Le pS-Eau s'appuie sur un comité scientifique composé d'acteurs variés du secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement : universités, bureaux d'études, acteurs de la solidarité internationale, partenaires financiers, etc. Ce comité scientifique, qui se réunit trois à quatre fois par an, a pour objectif d'appuyer l'équipe dans la fonction de veille sur les actualités du secteur et de débattre des questionnements thématiques issus des activités du pS-Eau.

2 réunions du comité scientifique ont eu lieu en 2025, portant sur les thématiques suivantes :

- Les services d'eau par « points d'eau » en zones rurales – modèles d'organisation et de financement – (28 mars)
Cette séance a permis de présenter et de débattre le modèle de gestion de services d'eau par points d'eau, mis en œuvre par l'entreprise Uduma dans des zones rurales au Mali, en s'appuyant sur un travail de thèse (Johannes Wagne, université d'Oxford, dans le cadre du programme NEWAVE).
- Les ressources en eau et les services d'eau potable et d'assainissement face aux changements climatiques (30 septembre).

Cette seconde séance, animée par Carole Chemin référente pour la thématique articulation entre ressources en eau et services d'eau et d'assainissement, a permis d'aborder dans quelle mesure la GIRE peut nous permettre de penser la résilience face au changement climatique.

Les comptes rendus détaillés et analytiques des débats de ces deux séances sont disponibles sur le site internet du pS-Eau.

① www.pseau.org/le-comite-scientifique

👤 *Mélodie Boissel*

● Thématique « Le secteur du développement dans le domaine de l'eau et de l'assainissement face aux situations de crises et d'urgence »

Pour donner suite aux travaux internes effectués les années précédentes (note de synthèse de 2023), le pS-Eau a continué de participer au groupe de travail « urgences, crises et fragilités » du Partenariat Français pour l'Eau (PFE) qui se réunit tous les trimestres et rassemble des acteurs urgentistes (ONG, associations...), ainsi que des entreprises et fondations intervenant dans ce contexte. Le pS-Eau a également assisté aux journées techniques Wash humanitaire organisées par le PFE et la Fondation Veolia les 30 & 31 janvier 2025 à Beaulieu-Sainte-Assise (77). Enfin, des activités d'animation et d'appui conseil auprès des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale ont été assurées sur cette thématique.

① www.pseau.org/thematique/secteur-du-developpement-dans-le-domaine-de-leau-et-l-assainissement-face-aux-situations-de-urgences/

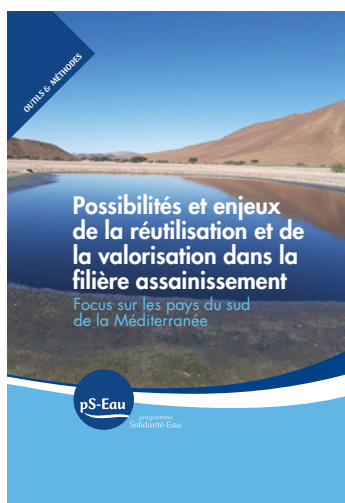
👤 *Jérémy Guérin*



● Thématique « Valorisation et réutilisation des produits issus de la chaîne de l'assainissement »

Le pS-Eau a conduit des travaux d'approfondissement de connaissances sur cette thématique, dans le cadre d'un partenariat avec l'INRAE, cofinancés par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'Office Français de la Biodiversité et l'Agence Française de Développement. Les travaux engagés en 2022 ont abouti en 2025 à la production de deux publications :

- Une revue bibliographique « Abatement des microorganismes par les différents procédés de traitements des produits et sous-produits de l'assainissement »
- Le guide « Possibilités et enjeux de la réutilisation et de la valorisation dans la filière assainissement - Focus sur les pays du sud de la Méditerranée », élaboré par le pS-Eau



Ce guide propose **des clés de compréhension et des ressources** pour identifier les possibilités de réutilisation et de valorisation des produits issus de l'assainissement (eaux traitées, boues, autres produits), pour les différentes formes d'assainissement et usages potentiels (agricoles, énergétiques, etc.) Il aborde comment prendre en compte les enjeux liés à l'intégration d'un maillon « réutilisation/valorisation » dans la filière d'assainissement :

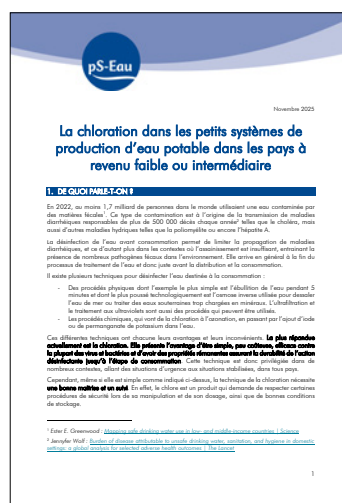
- Quels impacts environnementaux positifs et négatifs ?
- Comment gérer les risques sanitaires ?
- Quels modèles organisationnels et économiques ?
- Quels impacts et prise en compte des aspects sociologiques ?

Après avoir abordé ces clés de compréhension et d'action dans une vision large adaptée à tous pays, ce guide les contextualise dans le cas de pays du sud de la Méditerranée, en particulier le Maroc, la Tunisie, la Palestine et le Liban, et les illustre par des exemples de projets de coopération décentralisée.

📄 www.pseau.org/thematique/reutilisation-et-valorisation-des-produits-issus-de-la-filiere-dassainissement

👤 *Mélodie Boissel*

● Thématique « La qualité de l'eau dans les systèmes d'approvisionnement et de stockage »



Pour répondre aux nombreuses sollicitations des porteurs de projets accompagnés par le pS-Eau sur ce sujet, l'association organise régulièrement des ateliers d'échanges et des formations dans le cadre de ses activités d'animation territoriale et d'appui conseil.

En 2025, ces réflexions ont été poursuivies avec la rédaction et la publication d'une note de synthèse portant sur la désinfection par chloration dans les petits systèmes de production d'eau potable. En 2026, une nouvelle note de synthèse sera produite sur le traitement de l'eau par procédés membranaires.

📄 www.pseau.org/thematique/qualite-de-leau

👤 *Jérémy Guérin*

● Thématique « L'approche genre dans les projets eau et assainissement »



Cette thématique, transversale aux activités du pS-Eau, répond à une attente forte des partenaires. En effet, si plusieurs membres du réseau ont déjà mené des travaux approfondis sur la question du genre ces dernières années, le besoin d'une approche plus opérationnelle, permettant d'en faciliter l'intégration concrète dans les projets, restait important.

Dans ce contexte, et dans une optique de terrain, le pS-Eau a conduit un travail d'échanges et de concertation avec ses partenaires (réunions, retours d'expériences, identification de besoins). Ces travaux ont abouti à l'élaboration d'une note de synthèse visant à proposer des clés de compréhension et des pistes d'action pour opérationnaliser l'approche genre dans les projets d'eau et d'assainissement.

Parallèlement, le pS-Eau a poursuivi ses activités d'animation territoriale et d'appui-conseil sur cette thématique, en réponse aux attentes et questionnements des acteurs. Ces actions ont permis d'accompagner les partenaires dans la prise en compte du genre, en soulignant la nécessité d'une approche transversale, d'une vision holistique et d'un travail de coordination en amont entre les différentes parties prenantes. Les plateformes pays du pS-Eau ont également inclut cette thématique dans ses réflexions.

① www.pseau.org/thematique/lapproche-genre-dans-les-projets-eau-et-assainissement

👤 Ana Sanchez et Édouard Lebouvier

● Thématique « Le développement des services d'eau et d'assainissement en intégrant une approche de gestion et protection des ressources en eau »

En 2025, le pS-Eau s'est fortement mobilisé dans le processus préparatoire du sommet international Désertif'actions, dédié à la société civile en amont de la COP17 sur la lutte contre la désertification des sols, qui se tiendra en 2026 en Mongolie. Dans ce cadre, un atelier national a été organisé en étroite collaboration avec la Coalition Eau et Cités Unies France (CUF), visant à coconstruire un plaidoyer sur la gestion territoriale de l'eau en situation de sécheresse. Cet atelier s'est tenu à Paris le 7 octobre 2025.

Par ailleurs, le pS-Eau a contribué à la préparation d'un webinaire d'information, en partenariat avec le CARL, organisé en décembre 2025, intitulé : « Comment concilier les différents usages des ressources en eau afin d'anticiper et de gérer les situations de sécheresse en limitant les risques de conflit ? »

① www.pseau.org/thematique/secteur-du-developpement-dans-le-domaine-de-leau-et-lassainissement-face-aux-situations-de-crisis-et-durgence/

👤 Carole Chemin



● Contribuer aux débats internationaux

Les années 2026 et 2027 vont être marquées par 2 grands événements internationaux du secteur, la Conférence des Nations unies de décembre 2026 aux Emirats arabes unis et le 11^e Forum mondial de l'eau à Riyadh en mars 2027. Dès 2025, le pS-Eau s'est engagé le processus préparatoire à ces rencontres.

Préparation de la conférence des Nations unies sur l'eau de 2026, Abu Dhabi

Cette conférence, coorganisée par les Émirats arabes unis et le Sénégal, doit se tenir aux Émirats arabes unis en décembre 2026. Le processus préparatoire comprend un volet multi-acteurs qui a démarré en mars 2025 par un webinaire auquel le pS-Eau a participé.

Le pS-Eau s'est également activement impliqué dans le groupe de travail du Partenariat français pour l'eau (PFE) dédié à ce processus.

En vue de cette conférence, la commission permanente des affaires européennes et internationale du Conseil économique, social et environnemental (CESE) s'est vue confier la préparation d'un avis sur « La gouvernance internationale face aux enjeux de la gestion durable de l'eau. » Le pS-Eau a ainsi été auditionné par cette commission du CESE en octobre 2025, l'occasion de rappeler le défi restant à relever pour l'assainissement, la place de tous les acteurs pour contribuer à l'amélioration de la situation de l'accès à l'eau et à l'assainissement, et enfin l'importance de la volonté politique à tous les niveaux pour relever ces défis.

Préparation du 11^e Forum mondial de l'eau, Riyad, mars 2027

Le prochain Forum mondial de l'eau se tiendra en mars 2027 en Arabie saoudite. Le processus s'est engagé dès avril 2025 par le kick-off meeting. Suite à cette rencontre une première liste de thèmes et sous-thèmes (« topics ») a été définie. À cette étape la question de l'assainissement n'apparaissait pas ou trop peu. Aussi, le pS-Eau a participé à la consultation organisée en juin 2025 en insistant sur la nécessité d'avoir un sous-thème dédié à l'assainissement, ce qui a été retenu.

En septembre 2025, un appel à manifestation d'intérêt pour contribuer au processus thématique du Forum a été lancé. Le pS-Eau y a répondu et a été choisi pour coordonner le topic « 3 B. Developing Access to Sanitation Services and Improve Wastewater Collection and Treatment ».

👤 *Christophe Le Jallé*



United Nations



United Nations Water Conference
United Arab Emirates, 2026

Appui et animations territoriales

Accompagner les acteurs de coopération dans la conception de leurs initiatives

Les organismes français engagés en coopération internationale sont nombreux et diversifiés (collectivités territoriales, agences de l'eau, associations de bénévoles, associations issues des migrations, ONG, fondations, etc.) et mènent une grande variété de projets. L'efficacité globale de leurs actions est étroitement liée à la capacité à concevoir, sélectionner et mettre en œuvre des actions de qualité.

Pour y contribuer, le pS-Eau propose une offre complète de services focalisés sur les besoins des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale :

- de l'information et des outils ciblés ;
- des ateliers et des formations ;
- un accompagnement personnalisé à la demande.



Des ateliers et des formations

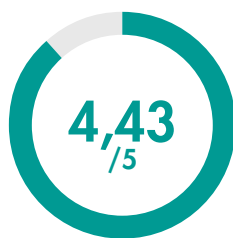
Grâce à une présence sur l'ensemble du territoire au travers de 6 bureaux sur le territoire métropolitain (Paris, Bordeaux, Lyon, Nantes, Rennes et Toulouse), le pS-Eau a **organisé 28 temps d'échanges** (ateliers et formations thématiques - hors réseau et plateforme pays) auprès de plus de 700 personnes dont 11 en format visioconférence ou hybride permettant une participation plus large. Le pS-Eau est également **intervenu dans 17 événements** organisé par des membres ou partenaires et a participé à 14 événements en lien avec les thématiques eau, assainissement, hygiène ou la coopération et la solidarité internationale. Ces temps d'échanges ont porté sur des sujets techniques divers tels que la qualité de l'eau, la viabilité économique des services, l'assainissement en milieu scolaire et dans les centres de santé, mais également plus généraux comme la mobilisation des collectivités, le cycle de projet, l'égalité femme-homme, la mobilisation des jeunes.

S'adressant à une grande variété de publics, le contenu et les objectifs des formations sont adaptés au cas par cas. Les formations sont le plus souvent proposées avec le concours d'une organisation partenaire, agences de l'eau et/ou RRMA. Afin de proposer des formations toujours plus qualitatives, l'équipe du pS-Eau a bénéficié d'une formation de formateurs selon une approche d'éducation populaire.

En 2025, le pS-Eau a mis en place une analyse de la satisfaction des événements et contenus proposés. Sur 15 événements différents les avis de 103 participants sont plus qu'encourageant.



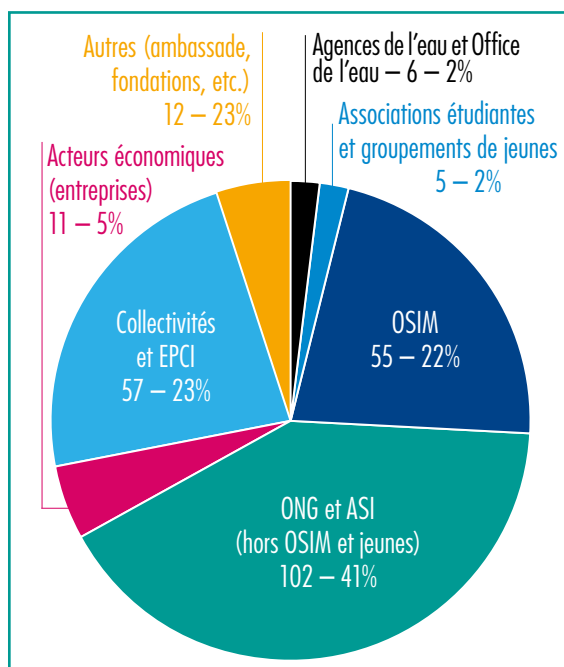
Satisfaction des participant-e à l'issue de l'atelier/la formation



Utilité de la participation à l'atelier/la formation pour leurs actions de coopération internationale

Un accompagnement à la demande

Le pS-Eau accompagne une grande diversité de structures et à plus de 65% des ONG et associations de solidarité internationales. En 2025, 246 structures différentes ont été accompagnées, dont près de 90 nouvelles.



Les demandes d'accompagnement peuvent porter sur tout ou partie des volets suivants :

- la mise à disposition d'informations diverses
- un appui technique et méthodologique à la conception d'un projet
- la recherche de financements pour un projet
- la mise en relation partenariale
- l'appui sur le post-projet (évaluation, capitalisation, valorisation)
- les modalités d'intervention en coopération décentralisée et notamment sur la loi Oudin-Santini
- la mise en place et le fonctionnement des dispositifs de financement de projets
- l'appui à l'instruction des demandes de financement reçues

À noter que depuis plusieurs années, le pS-Eau est sollicité pour participer à des jurys de dispositifs généralistes, comme ceux de la Fondation Coallia Séphane Hessel, du Forum, de la plateforme territorialisée des microprojets animé par La Guilde.

L'accompagnement des collectivités territoriales : un engagement au cœur de l'action du pS-Eau

L'accompagnement des collectivités territoriales constitue le cœur de métier du pS-Eau depuis sa création. Historiquement, cette mission fondatrice vise à renforcer le nombre et la qualité des actions de coopération décentralisée dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH).

Elle se décline par une diversité d'appuis, adaptés aux besoins et aux contextes propres à chaque collectivité.

En 2025, le pS-Eau a pu accompagner 57 collectivités différentes dont une d'outre mer.



Le pS-Eau propose un accompagnement sur mesure, à la demande

Celui-ci peut intervenir dès les premières étapes d'un projet, notamment à travers l'appui à des missions exploratoires. En 2025, le pS-Eau a ainsi accompagné le syndicat des eaux Réseau 11 dans le développement d'un partenariat avec la collectivité de Jedrel Moughen, en Mauritanie, autour d'un projet d'accès à l'eau potable. Grâce à sa connaissance fine des contextes locaux, portée notamment par ses référents géographiques en Afrique francophone et en Asie du Sud-Est, le pS-Eau facilite la compréhension des enjeux sectoriels, l'identification des acteurs locaux et la structuration de partenariats durables. En 2025, le pS-Eau a également accompagné le syndicat Eau 47

à la définition et la formulation de ses souhaits pour s'impliquer sur un projet de coopération internationale. S'en est suivi le lancement par le syndicat d'un appel à manifestation d'intérêt pour sélectionner un territoire et son opérateur de coopération décentralisée.

L'accompagnement du pS-Eau repose également sur une forte proximité avec les territoires. À travers ses antennes implantées à Rennes, Nancy, Bordeaux, Toulouse et Lyon, l'association développe une connaissance approfondie des dynamiques locales et va à la rencontre des acteurs pour les sensibiliser aux enjeux de la coopération décentralisée. En 2025, une mission menée en Corse a permis de mieux appréhender les problématiques spécifiques rencontrées par les collectivités insulaires, notamment en matière de gestion de la ressource en eau. Cette dynamique a favorisé la participation de la Communauté de communes du Centre Corse à un atelier organisé en ligne sur la gestion multi-acteurs de l'eau en contexte de sécheresse, offrant un espace d'échanges entre territoires confrontés à des enjeux similaires de part et d'autre de la Méditerranée.

Le pS-Eau joue aussi un rôle clé dans l'animation de réseaux et la valorisation du partage d'expériences entre collectivités. En 2025, il a coorganisé la 8^e rencontre des métropoles disposant d'un Fonds Eau du Sud de la métropole, qui s'est tenue à Montpellier, en partenariat avec les agences de l'eau Adour-Garonne et Rhône-Méditerranée-Corse ainsi que les réseaux régionaux multi-acteurs. Cette édition, consacrée au suivi-évaluation des projets, a confirmé l'intérêt de ces espaces d'échange entre pairs. Près d'une décennie après leur lancement, ces rencontres continuent de répondre aux attentes des collectivités, qui en reconnaissent la forte valeur ajoutée et ont d'ores et déjà souhaité reconduire l'initiative en 2026.

L'appui du pS-Eau se traduit par ailleurs par la conduite de missions d'évaluation de projets sur le terrain, levier essentiel pour améliorer les pratiques et renforcer la durabilité des services. En 2025, plusieurs évaluations ont été réalisées au bénéfice de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et des métropoles Aix-Marseille-Provence et du Grand Lyon. Le

pS-Eau collabore également avec certaines collectivités lors de leurs premières démarches évaluatives. À ce titre, il a accompagné une agente du service des relations internationales de Bordeaux Métropole lors d'une mission conjointe au Togo et au Bénin pour évaluer deux projets financés par son Fonds Eau. Les constats et pistes d'amélioration issus de ces évaluations sont ensuite partagés et discutés avec les instances de la collectivité et le porteur de projet bénéficiaire de la subvention dans une démarche d'amélioration continue des pratiques.

Dans le cadre de l'application de la loi Oudin-Santini, de nombreuses collectivités pilotent et animent des dispositifs de financement de projets EAH, également nommé Fonds Eau. Le pS-Eau encourage les collectivités qui le souhaite à initier ce type de dispositifs et promeut ceux existant. En 2025, un appui a notamment été apporté à la Métropole de Saint-Étienne, nouvellement engagée dans cette démarche. Le pS-Eau contribue également à renforcer les compétences des collectivités en matière d'analyse des projets qui leur sont soumis et de compréhension des contextes d'intervention dans les pays des Suds. Concrètement, il propose des formations techniques à destination des instructeurs de ces dispositifs, afin de leur présenter les principaux critères d'analyse et points d'attention pour l'instruction des projets, afin d'en apprécier la qualité et la pertinence. Des ateliers ont été organisés en ce sens sur le bassin Adour Garonne à Bordeaux et Toulouse. Le pS-Eau rédige également des notes d'analyse permettant aux collectivités de mieux apprécier les dossiers de demandes de financement.

À travers l'ensemble de ces actions, le pS-Eau confirme son rôle de partenaire privilégié des collectivités territoriales, en les accompagnant à chaque étape de leurs engagements en coopération et/ou solidarité internationale, en contribuant à renforcer l'impact et la qualité de leurs interventions dans le secteur de l'eau et de l'assainissement et en valorisant leur engagement.

Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI)

Le pS-Eau accueille depuis novembre 2025, Abiatou Die-dhiou, venue du Sénégal pour une mission de 15 mois dans le cadre d'un volontariat de solidarité internationale (VSI) de réciprocité à Lyon. En partenariat avec le Service de Coopération au Développement (SCD) et dans le cadre du programme PRODDIGE, cette mission vise à mieux identifier les acteurs menant des activités d'ECSI sur le secteur « Eau », identifier les outils spécifiques et recueillir les besoins afin de renforcer l'appui du pS-Eau auprès de ses membres sur ce type d'action.

La présence d'Abiatou permet également de renforcer les partenariats du pS-Eau avec ses membres et les autres réseaux en participant à différents temps d'échanges.



Les partenariats

Le pS-Eau a noué au fil des années de multiples partenariats (agences de l'eau, conseils régionaux et départementaux, métropoles, etc.) afin de soutenir les initiatives de solidarité pour l'eau à l'échelle de leur territoire. Elles passent également par des collaborations encore renforcées avec les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA). Ces partenariats sont désormais pour la plupart formalisés dans des conventions souvent multipartites :

Ces partenariats sont désormais pour la plupart formalisés dans des conventions souvent multipartites :

- **sur le bassin Adour-Garonne** : une convention avec l'agence de l'eau Adour-Garonne et les RRMA du bassin, SO Coopération et Occitanie Coopération ;
- **sur le bassin Rhône-Méditerranée** : une convention-cadre signée avec l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse (AERMC) et quatre réseaux régionaux multi-acteurs (Bourgogne-Franche-Comté International, Resacoop, Occitanie Coopération et Territoires Solidaires) définit un programme d'actions et d'animation territoriale conjoint et cohérent, articulé sur l'ensemble du bassin jusqu'à fin 2024 ;
- **sur le bassin Rhin-Meuse et la région Grand Est** : un accord-cadre avec le réseau régional GESCOD, les trois agences de l'eau – Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée-Corse et Seine Normandie – présentes sur le territoire ;
- **sur le bassin Loire Bretagne** : convention avec l'agence Loire Bretagne, Centraider, PLCI et Réseau Bretagne solidaire.
- avec de multiples Métropole, à l'image du **Grand Lyon** dont le pS-Eau est partenaire depuis 2007.

Sur le bassin Adour-Garonne

Le pS-Eau est implanté sur le bassin Adour Garonne avec deux antennes opérationnelles à Toulouse (depuis 2017) et Bordeaux (depuis 2022) qui permettent d'accompagner au plus près les acteurs du grand Sud-Ouest sur un territoire qui est très dynamique. L'animation territoriale avec les RRMA SO Coopération et Occitanie Coopération s'est poursuivie avec le soutien de l'agence de l'eau Adour Garonne.

Fonds eau

- Appui des appels à projets type Fonds Eau de la Métropole de Toulouse et du Grand Angoulême, avec la rédaction de notes d'analyse des projets soumis à l'attention des instructeurs des fonds, et participation aux comités techniques pour expliciter les critères de faisabilité.
- Relais de communication aux acteurs éligibles des appels à projets ci-dessus, ainsi que ceux des Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, de l'Agglomération d'Agen et du syndicat Réseau 11.

Échanges techniques entre collectivités

- Organisation à Toulouse et Bordeaux de plusieurs ateliers techniques de renforcement de capacité à destination des instructeurs de dispositif financier type fonds eau ou de collectivités afin de leur donner des notions et des clés de lecture pour une meilleure analyse de la faisabilité et de la qualité des projets reçus.

Ateliers de renforcement de capacité

- Organisation à Bayonne d'un atelier sur « la gestion et l'exploitation de services d'accès à l'eau et l'assainissement ».
- Organisation à Tresses au sein des ateliers de l'entreprise Dosatron (près de Bordeaux) d'un atelier sur « la chloration dans les petits systèmes de production d'eau potable ».

Appuis-conseils

- Accompagnement de 42 structures dans la définition de leur projet de coopération décentralisée ou de solidarité internationale : 5 collectivités territoriales, 34 associations et 3 entreprises.
- Accompagnement du syndicat Eau47 dans la définition de son appel à projets et de son processus pour choisir un territoire de coopération décentralisée avec son opérateur.
- Réalisation d'une enquête qualitative sur les accompagnements du pS-Eau au niveau du bassin Adour Garonne sur la période 2022-2024.

Échanger des expériences et faire réseau

- Organisation de la conférence «Coopération et solidarité internationale : les 20 ans de la Loi Oudin-Santini permettant de répondre aux enjeux globaux d'accès à l'eau et l'assainissement» lors du salon Cyl'eau à Bordeaux.
- Préparation et animation d'une table ronde à Toulouse intitulée «Construire une solidarité internationale au service du droit à l'eau avec les citoyens» lors du colloque «Mise en œuvre du droit humain à l'eau potable» en juillet 2025.
- Contribution et intervention lors d'une conférence intitulée «Les partenariats internationaux, une aide pour répondre aux défis actuels» organisée lors du Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire (GSEF) organisé en octobre à Bordeaux.

- Participation à d'autres espaces d'échanges régionaux :
 - Comité élargi de la régie de l'eau de Bordeaux Métropole
 - World Impact Summit à Bordeaux ;
 - Plateforme AECT de la région Nouvelle-Aquitaine organisée par SO Coopération à la Rochelle ;
 - Réunion technique EAH organisée par Pompiers Solidaires / Dosatron à Libourne ;
 - Appui à l'atelier de SO Coopération à Pau sur le diagnostic EAH ;
 - Venue d'une délégation guinéenne organisée par Occitanie Coopération à Toulouse et présentation de l'AECT EAH ;
 - Journée Initiative Citoyenne pour la Solidarité Internationale organisée par SO Coopération à Bordeaux ;
 - Intervention à l'école IFAID de Bordeaux pour présenter les métiers de l'EAH dans la coopération et solidarité internationale ;
 - Tenue d'un stand et intervention lors d'une table ronde au salon INN'O organisé par le syndicat SIVOM SAGE ;
 - Intervention lors du RDV avec les Afriques de Bordeaux Métropole et Rencontres à l'éducation à la citoyenne mondiale organisées par Occitanie Coopération à Castres.

👤 *Jérémy Guérin*

👤 *Sophie Renard*



Bassin Rhône Méditerranée Corse

Fonds eau

Appui aux appels à projets type fonds eau des métropoles de Lyon, Saint-Étienne, Grenoble, Aix-Marseille-Provence et de la région Auvergne-Rhône-Alpes (AuRA), avec la rédaction de notes d'analyse des projets soumis à l'attention des instructeurs des fonds, participation aux comités techniques, formation des instructeurs et rédaction de notes d'analyse des rapports finaux remis par les porteurs de projets (pour Aix-Marseille-Provence), visites de suivi de projets financés par les fonds eau (évaluation terrain et/ou sur dossier).

Ateliers d'échanges d'expériences : Co-animation et organisation, avec les RRMA, de la rencontre des métropoles du Sud de la France disposant d'un fonds eau en novembre à Montpellier. Cette rencontre a permis d'explorer le thème du suivi-évaluation des projets à la fois via les dossiers bilans déposés par les associations, mais également grâce aux missions terrain. Les participants se sont questionnés sur quelles suites donner aux constats et observations issus des évaluations de projets réalisées sur le terrain ? Mais aussi sur en l'absence d'évaluation terrain, quels procédés mettre en place pour renforcer le contrôle et le reporting technique, financier et narratif des projets soutenus ?

Métropole de Lyon

Dans le cadre de son partenariat avec la Métropole de Lyon, l'action du pS-Eau en 2025 a été marquée par l'accompagnement de 13 projets déposés pour instruction.

37 notes de synthèse à destination des instructeurs ont été produites et deux ateliers organisés. Le premier, dédié à l'approche genre, s'est tenu en présence des associations lauréates du fonds eau (juillet). Cet atelier, qui a réuni une quarantaine de personnes, a permis de valoriser la note de synthèse produite par le pS-Eau sur cette thématique et de partager les expériences des partenaires. Le second atelier a porté sur le renforcement des critères d'instruction, en présence des instructeurs, afin de partager les questionnements et les retours d'expérience dans le cadre de l'instruction des dossiers (novembre). De nombreux nouveaux instructeurs et instructrices ont ainsi pu bénéficier des conseils de leurs paires plus expérimentés.

Au-delà de l'instruction, cinq missions de suivi-évaluation ont été menées (en Mauritanie, à Madagascar, au Sénégal et au Togo) afin de suivre la pérennité des services mis en place.

Ateliers de renforcement de capacités

En 2025, le pS-Eau a légèrement fait évoluer sa méthodologie afin de traiter une thématique unique qui a été explorée dans un premier temps à l'aide d'outils numériques (webinaire, ressources bibliographiques, etc.) puis dans un second temps, quatre ateliers en région (Montpellier, Nice, Lyon et Besançon) ont proposé des applications concrètes pour comprendre les notions abordées à l'aide des outils numériques et approfondir les notions via des cas pratiques par exemple. Le thème traité en 2025 a été « le financement du service d'eau potable ».

Faire réseau

Le pS-Eau a participé à plusieurs événements nationaux et/ou internationaux qui se sont tenus sur le bassin RMC dans l'objectif d'approfondir sa connaissance des acteurs du territoire et des problématiques rencontrées par les collectivités : Climate Chance à Marseille, les villes en transition à Grenoble, les universités de l'Arricod à Chambéry et la rencontre des collectivités de Corse à Ajaccio.

Le pS-Eau a également été invité à la rencontre régionale de l'eau et de l'assainissement dans le cadre de la solidarité internationale qui s'est tenue à Besançon en décembre. La rencontre co-organisée par la région Bourgogne Franche Comté et le RRMA BFCL avait pour thème l'intégration de l'approche genre dans les projets d'accès à l'eau potable et l'assainissement, l'occasion pour le pS-Eau de partager la note de synthèse qui avait été élaborée durant l'année sur cette thématique.

Appuis-conseils

- En 2025, le pS-Eau a accompagné ou conseillé 7 collectivités, que cela soit sur la mobilisation, la création ou le renforcement de mécanismes financiers (Oudin-Santini ou autres), ou sur de l'appui technique sur leur projet de coopération décentralisée.
- Accompagnement de 27 autres structures dans la définition de leur projet de solidarité internationale : 25 associations, 1 université et 1 entreprise.

👤 *Carole Chemin*
 👤 *Philippe Mouton*
 👤 *Ana Sanchez*



Bassin Loire Bretagne

Sur le bassin Loire Bretagne, les partenariats avec les RRMA, Pays de la Loire Coopération Internationale, Réseau Bretagne Solidaire, So Coopération, Centraider et Resacoop se sont poursuivis en 2025. Ces partenariats sont formalisés à travers un programme d'actions harmonisées sur l'ensemble du bassin Loire Bretagne. Les activités déployées visent à accroître la mobilisation et l'engagement des collectivités territoriales et à améliorer la qualité des projets portés par les acteurs de ce territoire.

Fonds eau

- Appui aux fonds eau de la Métropole de Toulouse et du Grand Angoulême, avec la rédaction de notes d'analyse des projets soumis à l'attention des instructeurs des fonds, et participation aux comités techniques pour expliciter les critères de faisabilité.
- Contribution avec Centraider à la définition du fonds eau en création pour 2026 de l'agglomération de Bourges.
- Relais de communication aux acteurs éligibles à différents appels à projet: fonds d'accès aux services essentiels (Rennes Métropole, CEBR, SDE 35), fonds eau de Brest, appel à projets de la région Bretagne.

Échanges techniques entre collectivités

- Atelier à destination des collectivités territoriales portant sur les 20 ans de Loi Oudin-Santini 1% eau, assainissement et hygiène au cœur des politiques territoriales, en mars 2025 à Limoges.
- Participation à une rencontre de la plateforme AECT de Nouvelle Aquitaine portée par SO Coopération (septembre).



Ateliers de renforcement de capacité

Le pS-Eau a apporté son expertise pour identifier le contenu de ces formations et pour mobiliser les acteurs du bassin ayant des expériences significatives à partager sur ces sujets.

- Atelier sur la prise en compte du genre dans les projets EAH à Brest durant les JME (mars).
- Atelier de formation des agents/ instructeurs du fonds eau de la Métropole de Saint-Etienne (septembre).
- Groupe Pays Tchad de SO Coopération.
- Webinaire de formation sur la qualité de l'eau à destination des acteurs de Centre-Val de Loire (décembre).

Appuis-conseils

- 19 collectivités territoriales du bassin dans le cadre de la mobilisation, la création ou le renforcement de mécanismes financiers et/ou sur de l'appui technique sur leur projet de coopération décentralisée.

23 associations ou ONG ont également été accompagnées dans la définition et le montage de leurs projets.

Echanger des expériences et faire réseau

- Organisation d'un atelier au Carrefour des gestions locale de l'eau, «Prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les projets d'accès à l'eau et l'assainissement de solidarité internationale», en janvier 2025 à Rennes.
- Rencontre Togo, présentation du réseau «Togo Deux-Sèvres» et témoignages du Conseil de concertation pour l'eau et l'assainissement de base au Togo (CCEABT) qui accompagne, depuis 2024, l'opérationnalisation des Cadres de concertation eau hygiène assainissement (CC-EHA) dans les cinq régions togolaises et au niveau central, (avril à Niort).
- Participation au salon Cours d'eau en décembre 2025 à Clermont Ferrand.

✉ Édouard Lebouvier

Bassin Rhin-Meuse région Grand Est

En région Grand Est, le pS-Eau collabore depuis 2018 avec l'agence de l'eau Rhin-Meuse, l'agence de l'eau Seine-Normandie et plus particulièrement avec sa délégation vallées de la Marne, l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et le RRMA Gescod afin d'accompagner et d'accroître les projets de solidarité et coopération internationale pour améliorer l'accès à l'eau potable, l'assainissement liquide et l'hygiène.

L'hébergement de l'animation territoriale du pS-Eau dans les locaux de Nancy du Gescod, permet une meilleure communication entre les réseaux, et facilite l'accompagnement des acteurs.

Fonds eau et échanges entre financeurs

- Appui des appels à projets type fonds eau de l'Euro-métropole de Strasbourg et de la métropole du Grand Nancy
- Animation d'un comité des financeurs du bassin Rhin-Meuse, regroupant l'agence de l'eau Rhin-Meuse, la région Grand Est, les métropoles de Strasbourg et Nancy ainsi que le fonds de dotation Terre d'Eau en partage.

Renforcement de capacité et échanges entre pairs

- Organisation d'une formation à Nancy et en ligne « Comment mettre en place un projet d'accès à l'assainissement en milieu scolaire et sanitaire » en partenariat avec Gescod à destination de 21 participant-es
- Co-organisation de la réunion annuelle d'information et d'échange de l'agence de l'eau Rhin-Meuse à Nancy et animation de la table ronde autour de la réflexion « Comment ancrer au sein des territoires les actions de coopération et de solidarité internationale pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement ? »

Organisation d'un temps d'échanges en ligne entre jeunes français, malgache, sénégalais et camerounais autour du sujet de l'hygiène menstruelle en novembre.

Participation à divers temps d'échanges en région : asises régionales de la coopération internationale et communauté de pratiques et groupes pays organisés par Gescod.

Appuis-conseils

- Accompagnement personnalisé de 35 structures sur la région Grand Est

Depuis 2025, l'accompagnement du pS-Eau s'est renforcé et permet désormais en collaboration étroite avec l'AERM d'accompagner également les acteurs lors de leur demande de solde des dossiers.

Éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale (ECSI)

Appui à l'organisation d'un concours et d'une exposition photo des projets soutenus par l'AERM en marge de la biennale de la photographie à Nancy en avril
Animation d'un atelier sur les enjeux liés à l'ODD 6 lors de la rencontre « Agir local - pensez global » des graines de solidarité en Grand Est réunissant 120 lycéens issus des lycées agricoles de la région en avril à Rouffach.

👤 Marie Zerbo



Plateformes et réseaux pays

Accompagner les acteurs de coopération
à répondre efficacement aux enjeux
des pays en développement

Une attention particulière est apportée aux pays d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale française dans le secteur eau-assainissement-hygiène.

Afin d'appuyer plus efficacement les acteurs français, de favoriser le partage de leurs expériences et de mettre en cohérence les actions avec les contextes nationaux des pays d'intervention, le pS-Eau anime des espaces de concertation sur ces pays « prioritaires » de concentration : Bénin, Cambodge, Cameroun, Guinée, Laos, Liban, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Sénégal, Territoires palestiniens et Togo.

Le pS-Eau est également mobilisé sur différents bassins pour faciliter les échanges et animer des dynamiques multi-acteurs, entre acteurs locaux et internationaux. Ainsi, une dynamique est engagée depuis plusieurs années sur le bassin du fleuve Sénégal, et des initiatives se structurent sur le bassin du Stung Sen au Cambodge et au sein des départements du Mbam-et-Inoubou et de la Léké au Cameroun.

L'animation de ces espaces est réalisée en lien étroit avec les principaux organismes qui interviennent dans chacun de ces pays : les services techniques des États, les municipalités, les agences de coopération, les ONG spécialisées, les associations locales, etc.

Pour chacun de ces pays, l'animation consiste à :

- Assurer le recensement des acteurs qui interviennent et l'expertise mobilisable (porteurs de projets, partenaires techniques et financiers, bureaux d'études et entreprises), ainsi que celui des opérations menées. Ces informations alimentent l'annuaire et l'atlas numérique du pS-Eau ;
- Organiser des espaces d'échanges entre les intervenants, en France en présence de partenaires du Sud et dans les pays du Sud ;
- Assurer un dialogue régulier avec les autorités nationales en charge du secteur, axé sur la diffusion de la stratégie nationale et sur la prise en compte et l'appui aux initiatives de la coopération décentralisée et non gouvernementale française ;
- Diffuser régulièrement de l'information aux acteurs français intervenant dans le pays à travers différents canaux (newsletters, page web « pays ») ;
- Réaliser des outils spécifiques à un pays pour faciliter l'intervention dans le secteur.

Parmi ces espaces de concertation, le pS-Eau œuvre depuis 2009 à la mise en place de « plateformes ». Ces dispositifs visent à renforcer les capacités des acteurs et actrices du secteur EAH dans les pays d'intervention de la coopération française. Ainsi, le pS-Eau appuie le développement de plateformes locales dans 5 pays permettant à l'ensemble des acteurs impliqués de bénéficier, grâce à des animateurs et animatrices présent-e-s sur place, de dynamiques d'échanges et d'appui.

- REAGIRE au Bénin, coanimée par le pS-Eau et le Partenariat de l'eau du Bénin,
- LEWAP au Liban, animée par le pS-Eau,
- Ran'Eau à Madagascar, coanimé par le pS-Eau et l'ONG malgache Ran'Eau,
- La plateforme Sénégal, animée par le pS-Eau,
- La plateforme Togo, coanimée par le pS-Eau et le CCEABT.

Temps forts de cette année, deux évènements d'échanges Sud Sud ont constitué des occasions privilégiées, aussi bien pour les animateurs des plateformes que pour les acteurs sectoriels, pour se rencontrer, partager des expériences et favoriser des passerelles entre pays. Le Forum d'Aného et l'accueil d'une délégation béninoise à Madagascar autour de la gestion des boues de vidange.

Les plateformes pays

Sénégal

En 2025, la Plateforme Sénégal du pS Eau, appuyée par les agences de l'eau, a poursuivi son rôle de facilitateur central dans le secteur Eau, Assainissement et Hygiène (EAH). L'année a ainsi été rythmée par une forte présence sur le terrain, avec plusieurs missions organisées à Louga, Saint-Louis et Dakar et dans différentes zones d'intervention, incluant des suivis évaluations de projets. La Plateforme a également participé à de nombreux événements nationaux : Journée mondiale de l'eau, ateliers institutionnels sur les réformes du secteur, rencontres scientifiques, sessions du Pôle Eau Dakar ou encore ateliers thématiques tels que Désertif'Action Sénégal.

Sur le volet renforcement de capacités, **une quarantaine d'acteurs** ont été accompagnés au cours de l'année, incluant associations, collectivités françaises, institutions et partenaires sénégalais. Une note de synthèse sur le rôle des acteurs dans la réforme de l'hydraulique rurale a été finalisée et diffusée au Sénégal et en France, tandis qu'un travail conjoint avec le Gret et la Direction de l'Assainissement a permis d'avancer sur une note dédiée à l'assainissement scolaire, prévue pour publication en 2026.

La Plateforme a également animé plusieurs ateliers structurants : un atelier sur l'Assainissement en milieu scolaire (août 2025) et un atelier stratégique sur l'axe ressources/services co organisé avec différents partenaires sectoriels sénégalais en décembre 2025. Deux rencontres institutionnelles du Réseau Sénégal ont par ailleurs été organisées en France, en avril puis en novembre, renforçant le dialogue entre collectivités françaises et institutions sénégalaises.

La venue d'une délégation sénégalaise en France en avril 2025 a constitué un moment fort de l'année : elle a permis le renouvellement de la convention de partenariat entre la CPCSP du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement et le pS Eau, et a appuyé la CPCSP dans sa mission de benchmarking en vue de la création d'une Autorité de Régulation du secteur de l'eau au Sénégal.

Enfin, 2025 a constitué une étape importante dans la réflexion sur **l'ancrage local de la Plateforme Sénégal**,

avec la rédaction d'une première note de cadrage portant sur son hébergement, son identité et ses modalités de fonctionnement, dont les orientations seront approfondies en 2026. L'année confirme ainsi la bonne reconnaissance de la Plateforme, qui poursuit son engagement pour un secteur EAH plus cohérent, très collaboratif et de mieux en mieux outillé, au service des acteurs sénégalais et de leurs partenaires.

① www.pseau.org/senegal

👤 *Khadidiatou Ba*

👤 *Basile Diouf*

👤 *Sylvain Cottalorda*



Bassin du fleuve Sénégal

En 2025, le pS-Eau, avec le soutien de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, a poursuivi son appui à la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) sur le bassin du fleuve Sénégal à travers plusieurs actions structurantes.

Un groupe de travail Sud-Sud sur le financement de la GIRE et la concertation locale a été animé, autour de trois échanges entre la Région Itasy (Madagascar) et la Société de Gestion et d'Exploitation de Diama (entité de l'Office de mise en valeur du fleuve Sénégal) et la préparation d'une mission d'étude prévue en 2026. En parallèle, un groupe de travail dédié au bassin a été structuré pour élaborer une boîte à outils à destination des collectivités territoriales (méthodologie

commune, e-conférence sur le diagnostic, la gouvernance, la planification et le financement).

Le pS-Eau a également contribué aux dynamiques régionales en appuyant l'Initiative Fleuve Sénégal et en participant à la préparation d'ateliers sur les projets transfrontaliers et la GIRE prévus en 2026. Au niveau local, les travaux de capitalisation des diagnostics GIRE menés à Ronkh et Jedrel Moughen ont été engagés, avec la poursuite de l'accompagnement des acteurs.

👤 *Basile Diouf*
👤 *Carole Chemin*

Liban

En 2025, Le Liban a de nouveau connu des phases de déstabilisation et de conflits armés. Le pS-Eau a mis en place un suivi régulier axé sur la mise en sécurité de Jasmine El Karreh, animatrice de la plateforme. Dans ce contexte instable, des activités de partage d'informations et d'expériences entre les différents acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement ont pu être menées.

Dans le cadre du projet SANIHUB, une initiative sectorielle collaborative du Global WASH Cluster, LEWAP a collecté et caractérisé des ressources pratiques et des outils afin de les rendre accessibles via la plateforme pour le secteur mondial de l'assainissement.

Par ailleurs, LEWAP a poursuivi l'animation du réseau Lebanese Civil Society For Water (LCSW) en proposant des réunions trimestrielles, afin de débattre du rôle de la société civile, pour promouvoir l'amélioration des services d'eau et d'assainissement au Liban.

Face à la sécheresse historique à laquelle a été confronté le Liban en 2025, LEWAP a organisé un atelier d'échange sur l'impact du changement climatique sur les ressources en eau au Liban. A cette occasion, les priorités et les actions d'adaptation de la Contribution Déterminée au niveau National du Liban pour le secteur de l'eau, ont été présentés, ainsi qu'une vue d'ensemble de l'implication des acteurs WASH. Le rôle

des agences de l'eau en France et les principes d'adaptation au changement climatique qu'elle prônent ont été présentés par l'Agence Rhône Méditerranée Corse.

Le soutien aux initiatives de coopérations décentralisées franco-libanaises s'est traduit par l'appui au démarrage de la coopération entre la communauté de communes Grand Pic Saint-Loup et la commune de Zahlé, autour d'un projet de protection et gouvernance de l'eau sur le bassin de la rivière Berdawni. LEWAP a contribué à identifier les parties prenantes clés à impliquer dans le projet et à participer aux comités de pilotage.

Enfin, dans le cadre de ses démarches de mise en lien entre le milieu académique et les acteurs opérationnels, un « Mardi LEWAP » a été organisé avec le Cnam et l'Université Libanaise portant sur les énergies renouvelables dans le secteur de l'eau.

LEWAP a poursuivi les démarches visant à faciliter des liens entre étudiants et municipalités pour faire émerger des projets de recherche. Une nouvelle collaboration a été instituée avec la Faculté d'Agronomie de l'Université Libanaise à Dekwane, venant compléter celui déjà actif avec l'Université de Balamand.

🌐 www.pseau.org/liban
🌐 www.lewap.org
👤 *Jasmine El Kareh*
👤 *Mélodie Boissel*

Bénin

Depuis septembre 2023, le pS-Eau et le Partenariat National de l'Eau du Bénin (PNE Bénin) coaniment le réseau d'informations, d'échanges et d'appui des acteurs du secteur Eau, Hygiène, Assainissement et GIRE au Bénin, baptisé REAGIRE. Ce réseau s'adresse aussi bien aux organismes de coopération français qui interviennent au Bénin qu'à ceux du secteur qui y sont implantés.

Au-delà des activités classiques conduites en continu (newsletters, accompagnement des porteurs de projets, visites de terrain etc.) deux animations spécifiques ont marqué l'année 2025.

Webinaire sur l'accès à l'eau potable en milieu rural au Bénin

Organisé le 16 octobre 2025, ce webinaire qui a rassemblé une soixantaine de participants s'adressait prioritairement aux acteurs français de coopération et de solidarité internationale engagés au Bénin ou souhaitant s'y impliquer. Son objectif était d'expliquer les possibilités concrètes d'action et d'intervention dans le secteur de l'eau potable en milieu rural au Bénin à travers :

- Un rappel du cadre réglementaire et institutionnel, avec la participation de l'Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEP-MR) et de la DGEAU ;
- Un témoignage de l'association française Pompiers Solidaires, qui a valorisé sa collaboration avec l'ANAEP-MR pour la mise en œuvre de son projet d'accès à l'eau potable dans les communes de Bopa et Comé ;
- Des échanges avec les participants et les intervenants.

Formation à la méthodologie de projet EHA et GIRE

Coorganisé le 16 Avril 2025 à Bohicon avec le Programme AGIR-Eau financé par la GIZ, cet atelier d'initiation à la méthodologie de conception de projets pour l'accès à l'eau potable, l'assainissement et la GIRE a rassemblé une trentaine de participants, comprenant des représentants de communes (Dangbo, Kétou, Kérou, Matéri, Boukoumbé), d'ONG nationales et internationales et d'associations de jeunes.

Les acquis de la formation se traduisent par un accompagnement personnalisé du REAGIRE au montage de projets portés et initiés par les organisations présentes, et en facilitant des mises en relation avec les acteurs de la coopération et de la solidarité française qui sont intéressés pour collaborer à la concrétisation desdits projets.



① www.pseau.org/pays/benin

👤 *Philippe Mouton*

Togo

Depuis septembre 2023, le pS-Eau et le Conseil de Concertation pour l'Eau et l'Assainissement de Base au Togo (CCEABT) coaniment la plateforme de partage d'informations, d'échanges et d'appui des acteurs du secteur Eau, Hygiène, Assainissement et GIRE au Togo, ainsi que l'appui à l'opérationnalisation du cadre de concertation eau hygiène assainissement porté par le ministère délégué à l'eau et l'assainissement. Ce réseau s'adresse aussi bien aux organismes de coopération française qui interviennent au Togo qu'à ceux du secteur qui y sont implantés.

Environ soixante acteurs ont été accompagnés au cours de l'année depuis la France ou le Togo, incluant des associations et collectivités françaises mais aussi des institutions et partenaires togolais. Le montant des engagements financiers a doublé entre 2023 et 2024 comme l'atteste le bilan CDNG publié courant 2025. La plateforme a également assuré la réalisation de 4 évaluations de projets au cours de l'année pour le compte des métropoles d'Aix-Marseille Provence, de Lyon et de Bordeaux.



Ces missions sont l'occasion de recueillir les enseignements issus de pratiques qui pourront ensuite enrichir les accompagnements menés par la plateforme.

Au-delà des activités classiques (diffusion de newsletters, accompagnement, référencement des projets et acteurs, etc.) deux activités phares ont marqué l'année.

Forum de l'eau et de l'environnement du Mono (FEEM), Aného, 2^e édition

Le réseau Togo été fortement mobilisé pour l'organisation et la tenue du Forum. Ce rendez-vous d'ampleur a permis de valoriser de nombreuses initiatives togolaises et de mettre en lumière le travail de la plateforme.

Formation à la méthodologie de projet

Le 24 avril 2025, Atakpamé a accueilli une journée de formation méthodologique dédiée à la conception de projets dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement et de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Cette rencontre a réuni 30 acteurs venus de plusieurs communes togolaises et d'organisations membres du CCEABT.

Les participants ont exploré :

- L'analyse du contexte du secteur EHA au Togo
- La définition de stratégies d'intervention adaptées aux réalités locales
- Les solutions techniques pertinentes et accessibles
- L'organisation et la pérennisation des services

Le tout renforcé par un atelier de mise en pratique basé sur une étude de cas.

📄 www.pseau.org/pays/togo

👤 Jacques Gaba

👤 Edouard Lebouvier

Madagascar

Co-animé par le pS-Eau et l'ONG malgache Ran'Eau, le réseau Madagascar reste très dynamique avec une offre d'activités variée.

Des outils pratiques ont été actualisés ou créés tels que des fiches régions ou des annuaires régionaux, à la suite d'un important travail de recensement et synthèse d'informations. Ces documents, mis à la disposition de tous en ligne mais également de manière physique dans la médiathèque de l'ONG Ran'Eau, permettent de visibiliser et partager les spécificités régionales du secteur EAH malgache.

En France, l'accompagnement des porteurs de projet s'est poursuivi tout au long de l'année. Les membres du réseau ont également eu l'opportunité de se retrouver à deux occasions :

- Un webinaire autour des travaux de recherche de Mickael Ranaivonjato, effectuant une thèse sur l'« Optimisation de l'exploitation des ressources en eau par prise en compte de l'évolution des changements globaux au sein de la Région Haute Matsiatra » ;
- La réunion institutionnelle annuelle qui s'est tenue à Lyon



axée sur le contexte socio-politique de la Grande île et sur l'accès à l'eau et l'assainissement en milieu scolaire.

À Madagascar, malgré un environnement politique et social mouvant, les temps d'échanges ont été nombreux à travers différents formats, à Antananarivo comme dans les différentes régions du pays. La question de la place de la commune dans les services d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène a de nouveau été centrale dans les échanges, que ce soit via la mise en place de services techniques communaux, l'élaboration des codes municipaux d'hygiène, ou encore de leurs difficultés à assumer leur rôle dans les localités enclavées notamment dans le Grand Sud. Les thématiques de la pérennisation des services, de la gestion intégrée des ressources en eau, de l'assainissement et du genre ont également été abordées au cours de groupes de travail et de rencontres dédiées.

Les Assises de la coopération décentralisée Madagascar-France organisées à Antananarivo en septembre 2025 ont été un temps fort du réseau, l'ONG Ran'Eau et le pS-Eau ayant été pleinement mobilisés à plusieurs niveaux :

- Préparation, animation et restitution de deux sessions en partenariat avec les autorités, des collectivités malgaches et françaises et les Agences de l'eau françaises ;
- Facilitation de la signature du protocole de partenariat entre l'AERMC et l'Autorité nationale de l'eau et l'assainissement (ANDEA) formalisant la coopération institutionnelle autour de la thématique de la GIRE.

① www.pseau.org/liban

① www.lewap.org

👤 [Lisa Coldefy](#)

👤 [Liana Rajaonary](#)

👤 [Patrick Rasolofo](#)

Dynamiques Sud-Sud

Forum de l'Eau et de l'Environnement du Mono (FEEM) à Aného au Togo

À l'initiative de la Commune des Lacs 1, la deuxième édition du Forum de l'eau et de l'environnement du Mono (FEEM) s'est tenu du 1er au 3 décembre 2025 dans la ville d'Aného. Ce Forum avait pour objet de favoriser les échanges et les retours pratiques d'expériences concernant la pérennité des services essentiels gérés à l'échelon local dans les bourgs ruraux, petites villes et en milieu rural dans la sous-région ouest africaine et à Madagascar.

Près de 200 participants se sont réunis : agents et élus de collectivités locales africaines, administrations et entreprises publiques en charge des services essentiels, opérateurs privés (exploitants, bureaux d'études, entreprises) et associatifs (ONG et organisations de la société civile), jeunes professionnels et universitaires, partenaires techniques et financiers internationaux. Plusieurs pays étaient représentés : Togo, Bénin, Niger, Sénégal, Madagascar, Tchad, Cameroun, Burkina Faso, France.

Le Forum s'est articulé autour de 9 sessions thématiques au cours desquelles ont été abordées les questions d'accès, de gouvernance et d'organisation des services essentiels.

Outre le CCEABT, les représentants de trois autres plateformes africaines des acteurs de l'eau et de l'assainissement que le pS-Eau coanime étaient également présents : le REAGIRE

(Bénin), la plateforme Sénégal et Ran'Eau (Madagascar). Ce rassemblement des animateurs et animatrices de plateformes fut aussi l'occasion d'une séance de travail collective qui a permis une meilleure connaissance mutuelle du fonctionnement et des activités réalisées par chaque plateforme. Des pistes de collaboration ont été envisagées pour des suites de travaux en commun.

Le FEEM a été organisé avec l'appui financier de l'Agence de l'eau Seine Normandie (AESN), l'Agence française de Développement (AFD) et le Syndicat des eaux d'Ile-de France (SEDIF).

Visite d'échanges techniques d'une délégation du Bénin à Madagascar sur la gestion des boues de vidange

Du 14 au 22 novembre 2025, le pS-Eau, le REAGIRE et Ran'Eau ont organisé une visite d'échanges techniques sur la gestion des boues de vidange à Madagascar avec une délégation du Bénin, pour lui permettre de mieux appréhender l'organisation du secteur de l'assainissement à Madagascar et les programmes pilotes qui y sont développés.

La délégation béninoise était composée de représentants de la Direction générale du développement urbain (ministère du cadre de vie et des transports et de la Société de gestion des déchets et de la salubrité).



Les réseaux pays

Maroc

En 2025, le pS-Eau a produit et diffusé différents outils permettant aux acteurs intervenant ou souhaitant intervenir dans le secteur « Eau » au Maroc de disposer d'informations utiles et actualisées.

Ainsi, la « fiche pays Maroc » a été mise à jour, afin de prendre en compte les évolutions majeures du mode de gouvernance, avec la création des Sociétés régionales multiservices.

Le bilan annuel des actions de coopérations décentralisées et non gouvernementales sur l'eau l'assainissement et les ressources en eau dans les pays du sud de la méditerranée (Maroc, Palestine, Liban, Maroc) a été réalisé. Enfin, une newsletter a été produite. Elle présente les points forts d'actualité de l'année dans le domaine et met également en avant des publications et des événements mobilisateurs.

① www.pseau.org/maroc

👤 *Mélodie Boissel*

Territoires palestiniens

Les partenariats et projets se maintiennent en Cisjordanie malgré la poursuite de la guerre à Gaza et des tensions toujours vives dans les territoires palestiniens. A cet égard, la mobilisation politique des collectivités territoriales françaises reste constante. Poursuite des programmes, accueil de délégation.

Dans ce contexte conflictuel, le pS-Eau a poursuivi en 2025 son travail de suivi des initiatives en cours et un appui au montage de nouvelles coopérations en lien étroit avec le consulat de France à Jérusalem et avec l'AFD.

① www.pseau.org/pays/palestine

👤 *Mélodie Boissel*

Guinée

En 2025, le pS-Eau a poursuivi la dynamique engagée en 2024 en faveur de la structuration du réseau pays Guinée. Dans ce cadre, trois rencontres ont été organisées (février, juillet et novembre), permettant de consolider les échanges entre les acteurs impliqués.

Parmi celles-ci, une rencontre institutionnelle s'est tenue à Paris en partenariat avec le Forim, en présence de représentants du Service national des points d'eau (SNAPE). Ce temps d'échanges a constitué une opportunité privilégiée pour la compréhension du cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'eau et de l'assainissement en Guinée.

Il a également contribué à renforcer les liens entre les acteurs français engagés dans le pays, en favorisant une meilleure coordination des initiatives et en encourageant le développement de coopérations plus concertées et complémentaires.

① www.pseau.org/pays/guinee

👤 *Carole Chemin*

Cameroun

Première année complète d'activités dédiées à une animation pays Cameroun.

- Actualisation de la fiche pays
- Élaboration du bilan des actions de coopération 2024.
- Animation du comité de liaison des acteurs français actifs dans les départements du Mbam Inoubou et de la Lékié (avril).
- Intervention lors du Séminaire sur la coopération décentralisée franco-camerounaise organisé en visio le 28 mai par CUF, le ministère camerounais de la décentralisation et du développement local et l'ambassade de France à Yaoundé.
- Une mission de suivi de projet et d'identification de l'expertises initialement prévue au quatrième trimestre a été reprogrammée en 2026.

① www.pseau.org/pays/cameroun

👤 *Guillaume Aubourg*

Mauritanie

Dans la continuité de l'accueil d'une délégation d'élus Mauritaniens (groupe pays de CUF en octobre 2024), le pS-Eau a renforcé en 2025 l'animation d'une dynamique d'acteurs intervenant ou souhaitant s'engager en Mauritanie. À ce titre, une mission de prospection a été organisée en avril 2025, au cours de laquelle le pS-Eau a accompagné le Syndicat des eaux Réseau 11.

La préparation de cette mission a constitué une opportunité pour réactiver et mobiliser le réseau d'acteurs, plusieurs collectivités territoriales et leurs partenaires ayant manifesté un intérêt croissant pour des actions en Mauritanie. La mission de prospection a permis d'identifier des perspectives concrètes de coopération. Elle a notamment conduit à la mise en place d'un programme de coopération décentralisée entre le Syndicat des eaux Réseau 11 et la collectivité de Jedrel Moughen, visant l'amélioration des services d'eau potable et d'assainissement.

🌐 www.pseau.org/pays/mauritanie

👤 Ana Sanchez

Asie du Sud Est : Cambodge, Laos, Vietnam

En 2025, le pS-Eau a renforcé ses activités d'animation de réseau sur trois pays d'Asie du Sud Est - Cambodge, Laos, Vietnam - avec la production d'un bilan CDNG dédié à cette zone et en organisant en décembre une rencontre des acteurs intervenant sur ces géographies. Regroupant près de 50 participants, cette première session a permis de présenter les actions institutionnelles des agences de l'eau Loire-Bretagne et Rhin-Meuse avec le Cambodge, le Laos et le Vietnam ainsi que l'engagement de 3 collectivités différentes, les syndicats SEAFF et SFL et la province de Gia Lai (Vietnam), le Syndicat de l'Eau et l'Assainissement Alsace-Moselle (SDEA) et le Tonle Sap Authority (TSA) au Cambodge et la Région Centre Val de Loire et la province de Luang Prabang au Laos.

A l'invitation de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, le pS-Eau a également pu participer à des échanges et visites terrain entre les acteurs impliqués dans la coopération institutionnelle avec la province de Binh Dinh (devenue Gia Lai) au Vietnam en février et entre les acteurs impliqués dans la coopération institutionnelle avec le Bassin du Stung Sen au Cambodge en décembre.

👤 Marie Zerbo



Mobilisation

Produire des outils d'information et animer des débats pour accroître la mobilisation des acteurs locaux



L'accompagnement et la valorisation spécifique des partenariats et modalités d'intervention des collectivités territoriales françaises en solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement constituent des missions fondatrices du pS-Eau. A l'échelle de leurs territoires, les collectivités jouent en effet un rôle essentiel de soutien et de dynamisation de l'engagement international.

Panorama de l'action extérieure des collectivités territoriales

• Bilan de l'action extérieure des collectivités locales et des agences de l'eau

L'exercice désormais bien consolidé de collecte et d'analyse des données met en évidence des engagements toujours conséquents mais une évolution contrastée. En 2024, 31,7 millions d'euros ont en effet été mobilisés, contre 30,7 en 2023. Cette dynamique reste donc soutenue mais la part des collectivités est en recul (13,3 millions d'euros). Cette baisse est compensée par la progression de l'engagement des agences de l'eau qui atteint 18,4 millions d'euros, soit une hausse de 2,1 millions d'euros par rapport à l'année précédente.



Ce bilan a fait l'objet d'une présentation lors de la conférence « Eau et assainissement : actions et résultats de la coopération française », organisée par l'AFD le 30 juin 2025.

Des fiches synthétiques ont été réalisées afin de valoriser quelques coopérations : Eau Bassin du Rennais – Beitunia (Palestine), Région Centre Val de Loire et Luang Prabang (Laos), Grand Poitiers et Moundou (Tchad) et Saint Nazaire Agglomération et communes rurales d'Efoeste, Itampolo et Androka (Madagascar).

📄 www.pseau.org/fr/nos-outils

👤 *Sylvain Cottalorda*

Mobilisation des intercommunalités

• **L'étude sur les actions de solidarité internationale eau et assainissement** portées par les intercommunalités, engagée en 2024, a été finalisée. Ce travail élaboré en dialogue avec une dizaine d'EPCI (Eau 17, Grand Chalon, Grand Chambéry, Grand Angoulême, Grand Lyon, Eau du bassin rennais, Brest métropole, Montpellier Méditerranée Métropole, Communauté de communes Piège Lauragais Malepère) a permis de mettre en lumière les motivations, les leviers et les freins à l'engagement des collectivités, ainsi que les conditions de sa pérennisation. L'étude présente également quelques modèles d'organisation au travers une dizaine d'exemples de collectivité enquêtée. Ces enseignements ont notamment été partagés lors de la rencontres des intercommunalités organisée à Angoulême.

• **La rencontre de mobilisation des intercommunalités**, organisée en partenariat avec l'agglomération d'Angoulême et Intercommunalités de France et avec le soutien de l'agence de l'eau Adour-Garonne et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, s'est déroulée les 5 et 6 mars. Près de 80 participants ont contribué à des échanges riches en plénière et en ateliers. Les contributions et réflexions ont pu enrichir et actualiser les messages clés de mobilisation des élus en début de mandature. Cette rencontre constitue une étape importante d'un processus appelé à se poursuivre dans les années à venir, suite aux élections locales de mars 2026, afin de maintenir et de renforcer l'engagement des intercommunalités dans les actions de solidarité internationale.

L'année 2025 marque également les 20 ans de la loi Oudin-Santini. Le pS-Eau a organisé un temps d'échange qui y a été dédié lors de son assemblée générale en juin 2025.

📄 www.pseau.org/engagement-des-collectivites

👤 *Guillaume Aubourg*

👤 *Mélodie Boissel*



Communication

| Des outils pour s'informer et agir

En 2025, le pS-Eau a poursuivi le renforcement de sa communication digitale. La finalisation de la refonte de son site web marque une étape importante dans la modernisation des outils numériques du réseau, avec pour ambition de favoriser le partage d'expertise et de consolider les échanges entre ses membres. L'année a également été marquée par la création de nouveaux supports dédiés à l'approfondissement et à la diffusion des connaissances.

• Refonte du site web

Tout au long de l'année 2025, un travail étroit a été mené entre les équipes du pS-Eau et le prestataire sélectionné afin de repenser l'architecture du site, d'optimiser la navigation et de développer de nouvelles fonctionnalités répondant aux besoins des différents publics du réseau. Une attention particulière a été portée à la valorisation des contenus, à l'accessibilité de l'information ainsi qu'à la mise en place d'outils favorisant les échanges et le partage d'expériences entre les membres.

Après une phase de tests, le nouveau site a été mis en ligne au début de l'année 2026, marquant une étape importante dans la stratégie de communication digitale du pS-Eau et dans le renforcement de ses services à destination de la communauté des acteurs de l'eau et de l'assainissement.

📄 www.pseau.org



• Une présence renforcée sur les réseaux sociaux

La stratégie de développement de la page LinkedIn porte déjà ses fruits. En 2025, les publications ont généré un total de **335 500 impressions**. Le taux d'engagement de 14,8 % reflète l'intérêt suscité par les publications ainsi que l'interaction de la communauté avec les contenus diffusés.

Cette progression se traduit également par une croissance significative de la communauté LinkedIn du pS-Eau. Le nombre d'abonnés a ainsi augmenté de **35 %** sur l'année, passant de **5 500 à 7 500**. Cette évolution confirme la pertinence de la ligne éditoriale mise en œuvre, la régularité des publications et la capacité du pS-Eau à toucher de nouveaux publics. Ces résultats renforcent la visibilité de l'organisation et contribuent à accroître la diffusion de ses actions, de ses ressources et de son expertise auprès des acteurs du secteur.

• Des mailings ciblés, réguliers et diversifiés

La diffusion en France comme vers l'étranger d'informations et documents reste un axe fort de la communication du pS-Eau, avec une interaction désormais renforcée avec le site web et les diverses bases documentaires. Les Journées mondiales de l'eau, des toilettes, du lavage des mains et de l'hygiène menstruelle constituent chaque année des moments clés pour la diffusion d'informations, de ressources et d'outils de sensibilisation.

👤 *Charlie Gervais*

Pour ne manquer aucune info, rejoignez-nous sur



@pSEau

pS-Eau

pS-Eau

communication@pseau.org



Réseau Cicle

**Renforcer la coopération internationale
autour des enjeux d'accès à l'énergie et
de transition énergétique**

Cicle est un réseau multi-acteurs regroupant 900 organismes et traitant des problématiques relatives à l'accès aux services énergétiques, en lien avec l'ODD7. Il offre à l'ensemble des acteurs et actrices impliqués dans la solidarité internationale dans les domaines de l'énergie et du climat un espace de dialogue, d'échanges et d'appui-conseil. Le pS-Eau accompagne le développement du Réseau Cicle depuis 2020.

Les nouvelles du Réseau

Changement dans l'équipe

- En 2025, le Réseau Cicle a eu le plaisir d'accueillir Nadia Hillary Djoukovo Dassi, volontaire de solidarité internationale en réciprocité. Elle a rejoint le réseau pour une durée d'un an dans le cadre du programme Volontaires pour la préservation des forêts, en tant que « Chargée d'appui à l'animation du Réseau Cicle sur les enjeux d'accès à l'énergie en milieu forestier dans le contexte du bassin du Congo ».

Nouvelles adhésions

- Le Réseau Cicle compte trois nouvelles adhésions en 2025 :
- Bordeaux Métropole
- La Communauté d'agglomération Roissy Pays de France
- La Fondation Watt for Change

Les chiffres clés de l'année 2025

- Structures accompagnées : 16
- Ressources documentaires : 900
- Abonné-e-s aux lettres d'information : 3 200
- Abonné-e-s sur linkedin : plus de 7 000



Évolution de la communication

Depuis le début de l'année 2025, la communication du Réseau Cicle poursuit son essor et continue de se renforcer. Un chantier ambitieux a été engagé pour **moderniser et développer les outils numériques du réseau**, dans l'objectif de faciliter le partage de connaissances et de renforcer les liens entre ses membres :

- La **nouvelle charte graphique** conçue en 2024, afin de refléter plus clairement et avec davantage de modernité l'identité et les valeurs du Réseau Cicle est désormais appliquée aux divers documents types produits et diffusés, parmi lesquels : la fiche pays Madagascar, la première *Gazette de l'Énergie*, des notes de synthèse et un premier guide méthodologique, publiés en 2025.
- Après de longs processus de travail collaboratif multi-acteurs, **le site internet du Réseau Cicle a fait peau neuve**. Plus moderne et plus clair, il a **entièrement été repensé** pour mieux répondre aux besoins exprimés et au partage d'informations sur les secteurs de l'énergie et de la coopération internationale.
- La **stratégie de développement de la page LinkedIn** continue de produire des résultats positifs. À la fin de l'année 2025, le Réseau dépassait les **7 500 abonné-e-s**, contre 4 000 un an plus tôt avec plus de 120 publications diffusées au cours de l'année.

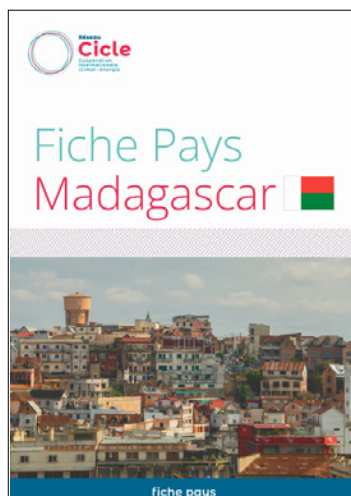
Production de connaissances

Parmi les productions revisitées, le Réseau Cicle a lancé une nouvelle version de sa lettre d'information, désormais intitulée **Gazette du réseau Cicle**. Celle-ci évolue d'un format de trois pages vers une revue structurée d'une cinquantaine de pages. L'objectif est de mettre en lumière des initiatives innovantes en matière d'accès à l'énergie, à travers les regards de celles et ceux qui les portent.



À la suite de la fiche Sénégal, la **fiche pays Madagascar** a été publiée en 2025. Elle fait la synthèse du cadre sectoriel de l'énergie du pays afin de donner des clés de compréhension contextualisées et permettre aux porteurs et porteuses de projets de s'insérer au mieux dans les planifications nationales et locales.

Autres parutions de l'année 2025, deux fiches de synthèse ont été publiées. La première porte sur **les déchets issus des équipements électriques et électroniques (DEEE)**. Spécificités techniques, risques, freins à la gestion, cadres réglementaires, pratiques innovantes, recommandations, acteurs et ressources



de référence sont autant d'informations utiles capitalisées dans cette publication. Le livrable a été officiellement présenté en septembre lors d'un webinaire de Coordination Sud dédié aux transitions énergétiques. La seconde fiche porte quant à elle sur le **biogaz** et propose une lecture claire et opérationnelle des enjeux liés au développement de cette filière.

Enfin, le Réseau Cicle a partagé en novembre 2025 un premier guide méthodologique intitulé « *Comment mener à bien un projet d'électrification décentralisée ? Rôle et importance des acteurs locaux* ». Cet ouvrage repose sur une conviction forte : l'accès universel à l'électricité dépend de la fiabilité du service dans la durée, et celle-ci ne peut être assurée sans l'implication des acteurs locaux et le renforcement de leurs capacités.

Renforcement de capacités

Ateliers de retours d'expériences

En 2025, deux ateliers de retours d'expériences ont été animés, dont un en webinaire.

- **Énergie-Climat**: renforcer la résilience des milieux insulaires par les énergies renouvelables. L'atelier a rassemblé une centaine de participant·e·s autour des expériences de trois membres du réseau : Expertise France, l'AFD, et le Fianaralab. L'importance du transfert de compétences, du renforcement des capacités locales et de la structuration de financements durables a été largement soulignée, tout comme le rôle clé de la coopération entre acteurs publics, privés et non étatiques.

- **Animation territoriale** pour la solidarité internationale avec le département du Val-de-Marne. Cet atelier co-construit avec trois associations val-de-marnaises (Electriciens sans frontières, Espoir Lumineux et Fraternité Ubuvukani) a permis de revenir sur les grands enjeux d'un projet énergie pour les petites associations (identification des besoins et dimensionnement de l'unité énergétique, anticipation de la maintenance, importance des acteurs locaux et de la facilitation communautaire, accès aux financements etc.)

Formations internes

Au cours de cette année, l'équipe du Réseau Cicle a suivi cinq formations : sur la mesure du genre avec le F3E, sur les bases de l'électricité et les enjeux des systèmes électriques en site isolé dispensées par l'INES, sur la cuisson propre domestique par l'University college of London, et enfin sur les modèles économiques et financiers des mini-réseaux en Afrique via un module en ligne de la FERDI.

Mobilisation

Forum annuel 2025

Le 2 avril 2025, avait lieu le 2^e Forum Annuel du Réseau Cicle à Marseille. Une journée riche en échanges, articulée autour de six ateliers sur l'accès à l'énergie, ses modèles de financement et un dialogue de projets de recherche en plénière autour des freins à l'adoption de technologies de cuisson propre, qu'ils soient d'ordre financiers ou comportementaux.





Participation à des événements

L'équipe du Réseau Cicle a participé à diverses rencontres au cours de l'année :

- Forum bioénergies locales pour les unités de production (janvier).
- Le Forum mondial de l'économie sociale et solidaire (oct.)
- Rendez-vous avec les Afriques de Bordeaux Métropole (nov.)
- Le Rendez-vous solidaire de Pays de Savoie Solidaire sur l'énergie (nov.)

Co-animation d'un groupe de financeurs pour l'accès à l'énergie

Depuis le début de l'année 2025, le Réseau Cicle co-anime, aux côtés de la Fondation Watt for Change et du fonds de dotation Synergie Renouvelable, un groupe de financeurs publics et privés engagés en faveur de l'accès à l'énergie. Ce collectif, qui s'est réuni pour la première fois en octobre, a pour objectif de renforcer la mutualisation de leurs actions afin de faciliter le travail des associations et de garantir une mise en œuvre des projets à la fois transparente et efficace.

Bilan AECT

Tout au long de l'année, une démarche d'enquête a été menée afin d'identifier les engagements financiers mobilisés en 2024 par les collectivités territoriales dans le cadre de leur action extérieure en faveur de l'accès à l'énergie et de la transition énergétique. Des données ont ainsi pu être recueillies auprès de 35 collectivités, principalement des syndicats d'énergie et des régions.

📄 www.reseau-cicle.org

👤 Hillary Djoukouo Dassi

👤 Charlie Gervais

👤 Cécile Gillot

👤 Corentin Oudot



Réseau Cordée

Accompagner la coopération internationale sur la gestion des déchets et l'économie circulaire

Le Réseau Cordée est le nouveau réseau multi-acteurs d'appui à la structuration du secteur de la gestion des déchets et de l'économie circulaire en solidarité internationale. Il a pour mission de faciliter les échanges et d'organiser la concertation entre tous les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale impliqués dans des projets ayant une composante de gestion des déchets.

Conçu comme un espace d'échange, de réflexion, d'appui-conseil, ainsi que de partage et production de connaissances, son objectif est de renforcer l'écosystème des acteurs de la gestion des déchets. Son ambition est de contribuer à une meilleure gestion des déchets pour permettre à toutes et tous de vivre dans des conditions dignes et saines tout en respectant et en protégeant l'environnement. Porteurs de projets associatifs et ONG, collectivités territoriales, institutions étatiques, fondations, secteur de la recherche et entreprises : Cordée s'adresse à toute structure ou personne sensible ou investie dans cette démarche. Le Réseau Cordée, qui est soutenu par l'Agence française de développement, l'ADEME et le ministère de la Transition Écologique, a commencé ses activités à l'automne 2025.

Mise en place de l'équipe et des instances

L'équipe d'animation est constituée d'Arnaud Drouin qui est appuyé sur les enjeux stratégiques et de plaidoyer par Sophie de La Bassetière.

Le Réseau s'appuie sur un Comité de pilotage constitué d'institutions et de personnes qualifiées (ADEME, AFD, AMORCE, CEFREPADE, GRET, Initiative Développement, SEVES, SYCTOM, Université du Mans, Grand Châtelleraul). Ses membres peuvent aussi ponctuellement renforcer l'expertise technique de l'équipe d'animation.

Enjeux et attentes

Un travail de diagnostic du secteur permettant de comprendre et préciser l'écosystème en France : acteurs, projets, partenaires aux Suds, bailleurs, thématiques abordées, besoins et attentes vis-à-vis de Cordée, etc. a été engagé. Cette activité a été décomposée en plusieurs étapes afin de collecter des données à large échelle et **d'alimenter la future base de données** du Réseau (entretiens de pré diagnostic, diffusion d'un questionnaire en ligne). Au total, plus de cinquante entretiens ont été menés dans ce cadre. L'analyse des réponses et le rapport de synthèse seront finalisés en 2026.

Appui-conseils aux porteurs de projets travaillant sur la thématique (collectivités territoriales et associations) : cette activité d'accompagnement qui répond à une forte demande s'est traduite par des premières séances qui ont structuré la démarche. À noter un appui à la commune de Lescar dans ses démarches méthodologiques préalables à la préparation d'une demande de soutien à l'AFD pour un projet à Testour (Tunisie).

Participation à des événements organisés par des partenaires ou acteurs du secteur : Cordée est régulièrement sollicitée pour présenter les enjeux du secteur, les résultats préliminaires du diagnostic, le mécanisme du 1% déchets, etc.

- Restitution de l'étude de capitalisation du dispositif du SYCTOM (Nov.)
- Rendez-vous avec les Afriques de Bordeaux Métropole (nov.)
- Assemblée générale du Partenariat français pour les déchets (déc.)

Cordée a aussi **contribué au FEEM à Aného au Togo** en décembre où une session sur la gestion des déchets a été animée.

Communication

Élaboration d'un **kit de communication** permettant à Cordée d'être visible et reconnaissable (Logo, charte graphique, plaquette de présentation, kakemono, etc.). La plupart de ces outils seront opérationnels pour les animations 2026.

- 🌐 www.pseau.org/reseau-cordee
- 👤 *Sophie de la Bassetière*
- 👤 *Arnaud Drouin*
- 👤 *Charlie Gervais*

Nous suivre :

 Réseau Cordée



Programme « Accès aux services essentiels »

La phase 2 de ce programme qui vise à promouvoir une approche multisectorielle des services d'eau, d'assainissement, d'énergie et de gestion des déchets, tout en renforçant l'accès aux financements disponibles, dont les « 1% solidaires », a été engagée en 2025

Porté conjointement par le pS-Eau, Amorce, Réseau Cicle, 6 réseaux régionaux multi acteurs (Lianes Coopération, Gescod, BFC International, Territoires Solidaires, Occitanie Coopération, Horizons Solidaires) et la Conférence interrégionale des RRMA (CIRRMA), le programme est soutenu par l'AFD, l'ADEME et le ministère de la Transition écologique.

L'objectif de cette phase s'inscrit dans la continuité de la précédente : améliorer l'accès aux services essentiels pour les populations des pays à faible revenus, par une approche plus globale des territoires partenaires et une mobilisation renforcée des 1% solidaires. Cela implique donc un rapprochement et renforcement de capacités des réseaux sectoriels (Amorce, Réseau Cicle, pS-Eau) et territoriaux (les 6 RRMA) afin d'accompagner au mieux les acteurs des trois secteurs (eau-assainissement, déchets, énergie) et de les appuyer dans la mise en place d'une approche plus multisectorielle ou dans la mobilisation de financements.

Le programme vise ainsi au renforcement des compétences techniques et méthodologiques des intervenants de la coopération et de la solidarité internationale et une plus forte mobilisation des dispositifs financiers, dont les 1% eau/assainissement, 1% énergies et 1% déchets.



Principales étapes et activités :

- **Organisation du séminaire d'ouverture** à Valence, pour les équipes des partenaires du programme, dont les partenaires financiers (juin)
- Formation pour les équipes des partenaires sur les aspects financiers et administratifs du programme (juin 2025).
- Relance des activités de **plaidoyer national** visant à mobiliser les financements dédiés aux services essentiels avec un ciblage sur les dispositifs 1% et les collectivités territoriales. Une réunion du groupe de travail dédié (composé du pS-Eau, Amorce, Réseau Cicle, Electriciens sans frontières, Lianes Coopération, Territoires Solidaires), a permis la mise à jour de la stratégie définie en phase 1, et le lancement des premières actions par Amorce et le pS-Eau.
- Mise à jour du **kit de communication du programme** et du site internet du programme.
- Démarrage des **interventions dans des animations ou de l'organisation d'évènements** afin de sensibiliser les acteurs

des 3 secteurs et de mettre en avant l'approche multisectorielle tout en mobilisant autour des 1%.

- **Recensement des nouvelles dynamiques multisectorielles** à travers les accompagnements des porteurs de projets.

 services-essentiels.org

 [Sophie de La Bassetière](#)



SERVICES ESSENTIELS

The background is a solid dark purple color. On the left side, there are several curved, overlapping lines in lighter shades of purple, creating a sense of motion or a stylized 'C' shape. A semi-transparent light purple circle is positioned in the center-left area, partially overlapping the curved lines.

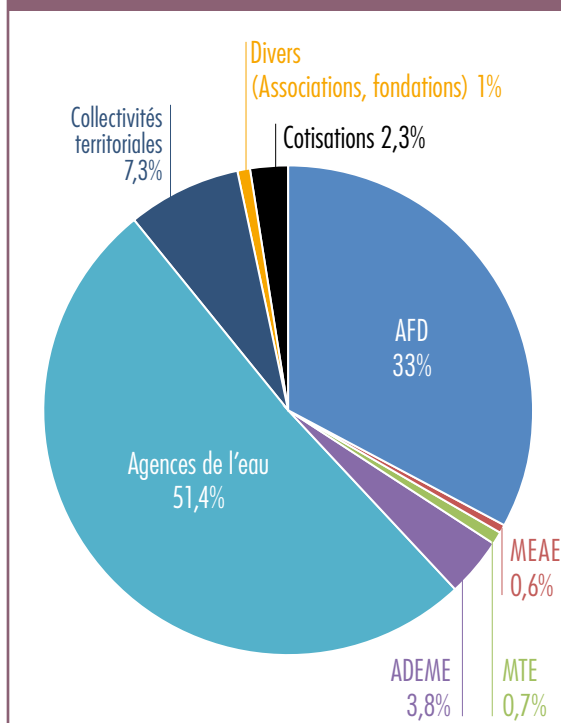
Budget et organisation

Financements

Créé en 1984, le pS-Eau est structuré depuis 2000 en association loi 1901. L'association est présidée par M. Jean-Marie Tétart depuis novembre 2022. Le conseil d'administration comptait 20 membres en 2025 ; une équipe permanente de 19 salarié·e·s en moyenne sur l'année 2025, dirigée par Christophe Le Jallé, en applique les décisions.

❶ www.pseau.org/notre-organisation

Diversification des sources de financement



Résultat financier et sources de financement

Le budget du pS-Eau en 2025 s'élève à 2,3 millions d'euros, soit un budget de 4,5% inférieur à celui de 2024.

L'année 2025 a été marquée par le lancement d'un nouveau programme triennal, dans le cadre duquel les agences de l'eau ont repris le soutien au pS-Eau jusque-là apporté par l'OFB dans une démarche inter-agences. Elles sont ainsi devenues le principal soutien financier aux activités du pS-Eau. L'AFD reste un soutien majeur aux activités du pS-Eau.

Organisation

*Les membres
(personnes morales au 31/12/2025)*

Acteurs associatifs

ACAD

ACF

L'Afrique chez vous

ADESAF

ADOS

ADV Laos

AIMF

Alissar

ANI international

Anjou Madagascar

Aquassistance

BlueEnergy

CARI

Coallia

Comité 21

Comité de jumelage de Rillieux La Pape

Croix rouge française

Chambéry Solidarité Internationale

Coopération et Solidarité Internationales

CUF

Cultive tes rêves de solidarité

Dignité internationale

EAST

Eau sans Frontière

Échanges avec Dogondoutchi-Niger

Électriciens sans frontières

ESFI

Essonne-Sahel

Experts Solidaires

Forages Sahel

GESCOD

GRDR

GRET

Hamap Humanitaire

HSF

Initiative Développement

Inter Aide

Kynarou

L'Appel

Le Partenariat

Les puits du désert

Life Ong

Morija

OiEau

Passaï, nos enfants, notre avenir

Solidarité Eau Sud

SEVES

Solidarités International

YCID

Collectivités

AUD Saint-Omer
 Bordeaux Métropole
 Brest Métropole
 Département de l'Aude
 Département du Val de Marne
 Grand Paris Sud
 Grand Nancy
 Grand Angoulême
 Grand Lyon métropole
 Métropole Aix Marseille Provence
 Métropole européenne de Lille
 Nantes métropole
 Région Pays de la Loire
 Région Nouvelle Aquitaine
 Roissy Pays de France
 SEDIF
 SENE0
 SIAAP
 SICOVAL
 Syndicat de l'Orge
 Toulouse métropole
 Ville de Paris

Professionnels

Eau de Paris
 Hydroconseil
 Odial Solution / Vergnet
 Pôle MEDEE
 Rives et eau du Sud-Ouest

Fondations

Fondation Veolia
 Terre d'eau en Partage
 Watt for Change

Écoles

ENGEES

Agences de l'eau

Agence de l'eau Artois Picardie
 Agence de l'eau Adour Garonne
 Agence de l'eau Loire Bretagne
 Agence de l'eau Rhin Meuse
 Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
 Agence de l'eau Seine Normandie

Le conseil d'administration en 2025

Les membres du bureau

Président	Jean-Marie TETART, YCID
Trésorier	Bruno VALFREY, Hydroconseil
Secrétaire	Thierry VANDEVELDE, Fondation Veolia

Membres associés

Agence française de développement (AFD)
Ministère de l'Europe et des Affaires
étrangères (MEAE)
Ministère de la Transition écologique
Agence de la transition écologique (ADEME)

Les membres du conseil d'administration

M. Luc ARNAUD, GRET
Mme Mélodie BOISSEL, Collège salarié-e-s du pS-Eau
Mme Hélène DUVIVIER, Métropole de Lyon
M. Philippe FOLLIASSON, AQUASSISTANCE
M. Vincent FRANCHI, SIAAP
Mme Elodie GALKO, Agence de l'Eau Adour Garonne
M. Hervé GOUYET, Électriciens Sans Frontières
Mme Gaëlle LE BARBU, GESCOD
M. Jean-Marc LEBLANC, Croix Rouge Française
M. Christophe LÉGER, Vergnet Hydro
M. Dan LERT, Mairie de Paris
M. Daniel MATERGIA, CUF
Mme Nicole MIQUEL- BELAUD, Métropole de Toulouse
Mme Mireille MURAWSKI, ACAD
M. Éric TARDIEU, OiEau
M. Frédéric VALLIER, AIMF
M. André VIOLA, Conseil départemental de l'Aude

L'équipe du pS-Eau en 2025

Directeur

Christophe Le Jallé le-jalle@pseau.org

Responsable du pôle Communication et Directeur adjoint

Guillaume Aubourg aubourg@pseau.org

Responsable administratif et financier

Mamadou Boye Sakho mamadou.sakho@pseau.org

Comptabilité

Mérély Nuppert merely.nuppert@pseau.org

Responsable du pôle Approfondissement et production de connaissances, bassin Méditerranéen et Réseau Maroc

Mélie Boissel melodie.boissel@pseau.org

Responsable du pôle réseaux et plateformes pays, plateforme pays Madagascar

Liana Rajaonary rajaonary@pseau.org

Garance Beaumont beaumont@pseau.org

(intérim à partir de septembre 2025)

Responsable du pôle animation territoriale, animation Grand Est

Marie Zerbo marie.zerbo@pseau.org

Responsable de l'antenne Lyon-Méditerranée, plateforme pays Bénin

Philippe Mouton mouton@pseau.org

Antenne Lyon, animation Sud Est

Ana Sanchez ana.sanchez@pseau.org

Abiatou Diedhiou (VSI de réciprocité)

Antenne Lyon, animation Sud Est, Bassin du fleuve Sénégal

Carole Chemin carole.chemin@pseau.org

Plateforme pays Sénégal

Sylvain Cottalorda sylvain.cottalorda@pseau.org

Antenne Bordeaux, Coordination activités bassin Adour-Garonne, Animation Nouvelle Aquitaine

Jérémy Guérin jeremy.guerin@pseau.org

Antenne Toulouse, animation Occitanie

Sophie Renard sophierenard@pseau.org

Animation Bretagne, plateforme pays Togo

Édouard Leboviev edouard.leboviev@pseau.org

Programme « Accès aux services essentiels »

Sophie de La Bassetière sophie.bassetiere@pseau.org

Communication

Charlie Gervais charlie.gervais@pseau.org

Michel Taquet taquet@pseau.org

Réseau Cicle

Cécile Gillot cecile.gillot@reseau-cicle.org

Corentin Oudot corentin.oudot@reseau-cicle.org

Alexane Hourriez, stagiaire

Nadia Hillary Djoukovo Dassi, VSI de réciprocité

Réseau Cordée

Arnaud Drouin arnaud.drouin@pseau.org

Au sein des plateformes pays, coordinateurs-trices de plateformes et VSI

Madagascar, Ran'Eau

Patrick Rasolofo de@raneau.org

Garance Beaumont puis

Lisa Coldefy lisa.coldefy@pseau.org

Liban, LEWAP

Jasmine El Kareh kareh@lewap.org

Sénégal et bassin du fleuve Sénégal

Khadidiatou Ba Ndiaye khadidiatou.ba@pseau.org

Basil Diouf basile.diouf@pseau.org

Bénin, REAGIRE

Rachel Araye Kpanou

Togo, PAOSC

Jacques Gaba p3.cceabt@gmail.com

Programme Solidarité Eau

22 rue des Rasselins

75020 Paris

Tél. +33 (0)6 74 55 06 78

pseau@pseau.org

Antenne Lyon

80 cours Charlemagne

69002 Lyon

Tél. +33 (0)4 26 28 27 91

lyon@pseau.org

Antenne Toulouse

26-28 rue Marie Magné

31300 Toulouse

Tél. +33 (0)6 20 23 85 47

toulouse@pseau.org

Antenne Bordeaux

4 rue Poquelin Molière

33000 Bordeaux

Tél. +33 (0)6 49 00 95 24

bordeaux@pseau.org

Antenne Nancy

S/c Gescod

48 esplanade Jacques Baudot

54035 Nancy

Tél. +33 (0)3 83 94 58 61

nancy@pseau.org

Antenne Rennes

26 rue Léon

35000 Rennes

Tél. +33 (0)6 72 14 91 51

rennes@pseau.org

www.pseau.org

f @pseau

in pS-Eau

▶ pS-Eau

programme
Solidarité-Eau

pS-Eau